

# **Parti Socialiste**

## **Convention nationale de Paris**

### **3 et 4 mai 1975**

#### Sommaire

Roger Fajardie .....	1
Le président (André Bouulloche).....	1
Pierre Mauroy .....	1
Lionel Jospin .....	2
Pierre Mauroy .....	12
Gérard Delfau .....	12
Pierre Guidoni .....	14
Gérard Jaquet.....	16
Charles Hernu.....	21
Jacques Fournier.....	24
Georges Sutra .....	26
Pierre Bérégovoy .....	27
Guy Gouyet .....	31
Georges Sarre .....	32
Roland Monnet.....	36
Jean Rous.....	37
François Dupuy (Dordogne).....	39
Gérard Fuchs .....	41
Michel Coffineau.....	43
André Salomon.....	45
Robert Chapuis .....	47
Escanel.....	50

Séance du samedi 3 mai 1975.

#### **Roger Fajardie**

Le Secrétariat vous propose, pour présider la séance de cet après-midi, notre camarade André Bouulloche, assisté de Jules-Louis Clermont et Françoise Carle de la Somme.

#### **Le président (André Bouulloche)**

Camarades, nous avons un ordre du jour chargé, nous commençons déjà avec un petit retard, c'est l'habitude du Parti, mais il faut aussi dire que le Comité directeur s'est terminé à 2 h, ce qui ne nous a pas facilité les choses.

Je donne la parole à Pierre Mauroy sur l'ordre du jour.

#### **Pierre Mauroy**

Nous avons deux questions à l'ordre du jour :

- Appréciation de l'action des organismes centraux depuis le Congrès de Pau.
- rapport sur les relations Parti Socialiste - Parti Communiste.

Il est évident que cette Convention, qui est une Convention nationale ordinaire, sur le premier point, est une Convention extraordinaire sur le second.

Le Comité directeur vous propose de commencer par le second point, c'est-à-dire le rapport sur les relations Parti Socialiste - Parti Communiste, de Lionel Jospin. Cela veut dire que ceux qui souhaitent intervenir sur l'appréciation de l'action des organismes centraux depuis le dernier Congrès voudront bien passer un petit papier à la tribune, pour que l'on puisse organiser le débat soit ce soir soit demain matin.

L'essentiel de nos heures de débat sera naturellement consacré au problème des relations entre Parti Socialiste et Parti Communiste. J'ajoute que dans le débat sur l'appréciation de l'action des organismes centraux depuis le Congrès de Pau, le Comité directeur, ce matin, a donné un avis favorable à un rapport sur les problèmes nucléaires, problèmes de l'énergie dont le texte sera distribué à tous les membres de la Convention, dont la Commission des résolutions se saisira et qu'il appartiendra à la Convention d'adopter définitivement.

Je me résume : en ce qui concerne le premier point de l'ordre du jour, on intervient sur tous les problèmes ; il y en a un qui a été retenu par le Comité directeur, c'est la politique de l'énergie et celui en particulier du plan de développement nucléaire du gouvernement. Il y aura une communication, demain, du rapporteur, une étude devant la Commission des résolutions et une décision finale de la Convention nationale. Pourra s'ajouter tout problème que vous souhaiterez voir débattre, étant entendu que c'est ou ce soir ou demain matin que l'on abordera ces sujets-là. Mais, tout de suite, nous allons prendre le point essentiel de notre ordre du jour, c'est-à-dire les rapport sur les relations Parti Socialiste, Parti Communiste et la suite de la discussion, on l'organisera en fonction des demandes de prise de parole. Soyez aimables de transmettre les petits papiers au Bureau avec votre nom, le temps de parole et, le cas échéant, une répartition à la proportionnelle afin de savoir où vous situez dans le parti.

Le président - Camarades, vous avez entendu les propositions du Secrétariat sur l'ordre du jour de la Convention. Est-ce qu'il y a des interventions ou des demandes d'informations complémentaires ?

Il n'y en a pas, elles sont adoptées.

Je donne immédiatement la parole à Lionel Jospin.

## **Lionel Jospin**

Chers camarades, quand le Comité directeur examine pour la première fois les rapports PS/PC le 23 novembre 1974, il décide notamment : le Parti approfondira sa réflexion dans un proche avenir, lors de son Congrès national du 21 janvier, le 1<sup>er</sup> et 2 février 1975, et lors d'assises ultérieures consacrées à l'étude des relations entre le Parti Communiste français et le Parti Socialiste dans la ligne du débat historique entre les deux courants du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi un rapport écrit a été préparé pour cette Convention par une

Commission préparatoire représentative de tous les courants de pensée du Parti et notamment de la majorité et de la minorité.

Le rapport écrit que vous avez discuté dans les sections, que vous avez dans vos dossiers est donc une œuvre collective et représente le point de vue de l'ensemble des camarades de la Commission préparatoire et de l'ensemble des membres du Bureau exécutif qui l'ont fait approuver par une Commission de lecture.

On entend dire et on lit dans la presse, ces jours-ci, que cette Convention que nous tenons sur les rapports PC-PS serait inopportune. Elle le serait parce que la polémique se serait apaisée, elle le serait parce qu'une délégation du Parti Socialiste aurait fait un voyage en Union soviétique, à l'invitation du Parti Communiste de l'URSS.

Il est vrai que la polémique s'est apaisée, mais nous avons pourtant des choses à dire, que cette polémique dans les mois derniers nous avait conduits à examiner. Il est vrai que la polémique s'est apaisée mais nous n'avons pas l'intention dans cette convention de la relancer. Nos analyses notamment celle du rapport écrit, ne sont pas rythmées par l'actualité, notamment par l'intensité plus ou moins grandes des critiques du Parti Communiste, nos analyses résultant de nos décisions volontaires et notamment des décisions de nos organismes dirigeants.

Le voyage en URSS, à l'invitation du Parti Communiste soviétique, d'une délégation du Parti n'était pas pour nous l'occasion de chercher un quelconque avantage tactique mais répondait à des objectifs plus profonds, plus sérieux dont les résultats devront être examinés à long terme. Nous ne considérons pas qu'il y ait de rapport direct entre le voyage en URSS d'une délégation du Parti et cette convention que nous consacrons aux relations entre les deux Partis, Communiste et Socialiste, en France.

Cette Convention s'inscrit naturellement dans le cadre de décisions prises par le Congrès de Pau en ce qui concerne les relations entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, et c'est pourquoi nous avons indiqué aux fédérations que cette réunion d'aujourd'hui et de demain serait essentiellement une réunion de discussion entre militants Socialistes, ce qui explique, vous l'avez constaté, la nature du rapport écrit, rapport essentiellement pédagogique, rapport finalement peu centré sur l'immédiate actualité, rapport, enfin, qui fait sa pâture, essentielle, des problèmes historiques et théoriques que nous avait paru faire ressurgir la controverse.

Mais il est bien évident que ce rapport oral que je présente aujourd'hui ne peut pas être une simple lecture du rapport écrit. Son objectif est simple : introduire nos débats, sa structure sera simple également : d'abord, mettre en lumière les leçons politiques essentielles que nous tirons de l'analyse à laquelle la Direction du Parti a procédé, notamment dans la Commission de travail, ensuite donner notre appréciation sur la situation actuelle de nos relations avec le Parti Communiste et sur ce que nous voulons en cette matière : quelles sont les leçons politiques essentielles que nous devons tirer de l'analyse à laquelle nous avons procédé ?

Pour ce faire, je reviendrai brièvement sur les différentes parties du rapport et

surtout, dans cette première partie, sur les deux premières parties.

Quelles sont d'abord les leçons que l'on peut tirer de la partie historique du rapport ?

La leçon que des crises graves ont existé antérieurement dans l'histoire du mouvement international et du mouvement ouvrier français, que ce soit entre 1920 et 1934 avec une intensité particulière que nous avons rappelée entre 1927 et 1934, que ce soit encore en France à la veille de la deuxième guerre mondiale, que ce soit enfin au moment des années 1950.

Souvent, lors de ces crises entre les deux partis, entre les deux courants, les responsabilités ont été partagées, nous l'avons reconnu, mais souvent aussi le Parti Communiste français a porté dans cette affaire une responsabilité particulière. Il est positif que la crise actuelle n'ait pas atteint l'ampleur, l'intensité, n'ait pas utilisé la terminologie que l'on trouvait lors de ces crises anciennes dont nous avons rappelé les raisons. Mais nous ne devons pas pour autant oublier ces crises anciennes, oublier donc la possibilité de crise entre nos deux organisations.

Deuxième leçon, le rapport écrit montre clairement notamment dans son début que nous acceptons de nous soumettre à la critique et d'examiner de façon objective notre propre pratique d'organisation, nous souhaiterions que le Parti Communiste français accepte que sa propre pratique soit soumise aussi à un examen critique.

Troisième leçon, c'est pour dire, et nous l'avons marqué déjà, que le Parti Communiste français a entamé comme nous une mutation politique profonde, même s'il l'a fait à partir de bases différentes. Il s'est ouvert à de nouvelles recherches théoriques, il suscite davantage qu'avant en son sein la discussion interne, il a pris ses distances parfois avec une certaine conception du Socialisme tentant de définir une voie originale pour notre pays. Mais le P.C. doit poursuivre cette mutation, aller plus loin dans son renouvellement. J'y reviendrai à la fin de ce rapport.

Quatrième leçon que nous révèle cette partie historique : nous sommes nous-mêmes un Parti, une organisation en pleine mutation, c'est-à-dire que nous sommes en même temps l'héritier du Socialisme démocratique d'un courant soucieux de concilier liberté et transformation sociale et en même temps un parti rompant avec la forme particulière qu'a pris ce courant historiquement en Europe, la social-démocratie, rupture que nous assumons en choisissant, non seulement l'unité de la Gauche, mais aussi et surtout une stratégie de rupture avec le capital.

Cinquième leçon à travers les relations entre les deux Partis : un certain nombre de problèmes permanents, nous les avons notés, se trouvent posés ; en période de division ils s'exacerbent, en période d'unité on doit pouvoir trouver le moyen de les résoudre ou de les concilier : conception du parti, conception de transition au Socialisme, voilà quelques uns des points que nous avons énumérés.

La dernière controverse n'a pas manqué de les faire ressurgir, il faudra donc en débattre.

Examinons maintenant ce que nous révèle la deuxième partie du rapport, c'est-à-

dire celle qui traite des aspects actuels de la controverse.

La question centrale, et nous l'avons dit dans ce rapport, est bien celle des places respectives du Parti Socialiste et du Parti Communiste français dans la classe ouvrière et dans la société française.

Tout l'indique, aussi bien dans le déclenchement de la polémique que dans les arguments que choisit le Parti Communiste français, et la direction de ce Parti l'a souligné nettement elle-même, Georges Marchais encore en dernier lieu lors du Comité central du Parti Communiste français qui s'est tenu il y a quelques semaines.

Le Parti Communiste en effet a pris l'habitude en France de voir le courant Socialiste réduit en tant que parti à une place excessivement congrue, et à voir un parti exclu d'un véritable champ d'intervention dans les luttes sociales.

La rénovation engagée par le Parti Socialiste permet simplement dans un premier temps à celui-ci, avant même de songer à gagner quelques places supplémentaires, de regagner une place normale dans la société française, et cela implique bien sûr reconquérir les positions perdues dans la classe ouvrière ; cela implique bien sûr émulation et concurrence entre les deux partis de la classe ouvrière.

De ce point de vue, on peut comprendre sans doute certaines réactions du Parti Communiste, mais on ne peut pas nous demander, il ne peut pas nous demander d'intérioriser ces critiques. Personne n'a droit de propriété sur la classe ouvrière. Les deux partis proposent leurs solutions, leur façon de défendre le programme commun, ce sont les travailleurs et l'opinion publique qui tranchent.

Ce qui est vrai aussi, c'est que la pratique de la stratégie unitaire pose des problèmes nouveaux au Parti Communiste, parce que cette stratégie a profité beaucoup au Parti Socialiste, parce que cette stratégie ne permet plus de distinguer clairement par la pratique des deux partis lequel est réformiste, lequel est révolutionnaire, pour reprendre une distinction de nos camarades Communistes. Parce que cette stratégie conduit le Parti Socialiste à définir sa propre conception de la transformation de la société française, pour la confronter à celle du Parti Communiste, cette conception qui s'appuie sur l'idée d'un Socialisme démocratique et autogestionnaire à développer sa propre conception, et donc à montrer sa capacité à agir non seulement comme parti gouvernemental, ce que chacun savait, mais à agir comme parti de transformation sociale en France.

Le problème essentiel, je viens de le dire, était donc la question des relations entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste.

Que dire alors, et c'est la deuxième interrogation que formule la deuxième partie du rapport écrit, que dire alors des aspects internationaux ?

Le rapport écrit, vous l'avez constaté, aborde ces problèmes de façon nuancée, car l'analyse scientifique, en ces domaines où manquent souvent les preuves expérimentales, est malaisée, et le procès d'intention ou la supputation toujours tentant.

Les preuves de tel ou tel comportement, de telle ou telle stratégie ne sont pas toujours évidentes.

Ce que le rapport met donc en lumière, c'est la dialectique qui unit constamment les liens étroits existant entre le Parti Communiste français et le mouvement Communiste international, donc le Parti Communiste d'Union soviétique, et l'autonomie d'analyse et d'action que ce parti en France a conquise progressivement.

De ce point de vue je crois qu'il faut dire quelques mots du voyage de la délégation du Parti Socialiste en Union soviétique. Avec nos interlocuteurs, nous avons discuté de l'Europe, nous avons discuté de la sécurité, nous avons discuté de la Social Démocratie, du Portugal, de la crise économique, des problèmes que rencontrerait une expérience Socialiste en France, compte tenu de son environnement international, donc de problèmes qui nous concernent directement, nous et le Parti Communiste français.

Mais il serait léger de tirer des conclusions hâtives de ce voyage. Que le Socialisme français et le Communisme soviétique se connaissent progressivement mieux, aura certainement de l'influence à terme. Cela, selon moi, n'interfère pas dans nos relations actuelles avec le P.C.F., donc dans la tenue de cette Convention.

L'évolution des analyses et des comportements dépendra d'ailleurs moins de la volonté de tel ou tel que de l'évolution de la crise du capitalisme, que de ce qui s'achève et s'annonce actuellement en Asie du Sud-est, voir de ce qui s'annonce en Europe; et cela intéresse et préoccupe tout le monde.

C'est pourquoi nous pouvons comprendre les hésitations que l'on prête parfois aux dirigeants soviétiques : c'est cette préférence qu'ils auraient pour le statu quo ou pour un certain respect de l'équilibre international. Le problème est de savoir si le respect du statu quo est encore à l'époque actuelle le véritable équilibre. Nous pouvons le comprendre, mais il faut rappeler que le Parti Socialiste et le Parti Communiste en France ne sont pas, eux, observateurs, mais acteurs d'un changement social devenu nécessaire dans une société comme la nôtre.

Ne pas vouloir, nous, Parti Socialiste, et pour le Parti Communiste, faire cette transformation sociale serait renoncer à nous-mêmes devant les travailleurs.

Voilà ce qui marque, je crois, la différence entre l'analyse que peut peut-être faire le Parti Communiste de l'Union soviétique et celle que doit faire avec nous le Parti Communiste en France.

Quant à la partie "faire avancer la Gauche", c'est-à-dire la troisième partie de ce rapport écrit, j'y reviendrai plus tard, et ce sera de toute façon à la Convention d'en débattre et de faire, si elle le juge souhaitable, des propositions.

Ceci m'amène à la deuxième partie de ce rapport, qui est au fond : où en sommes-nous ? Que voulons-nous ?

Et d'abord, quel est le bilan que nous pouvons tirer à l'heure actuelle des derniers mois de polémique.

Premier élément de ce bilan, c'est de constater, bien sûr, que la polémique s'est apaisée. Cela semble indiscutable et le Comité central du Parti Communiste qui s'est tenu dernièrement a été dans une grande partie dans ce sens.

En tant que Socialistes, nous en sommes satisfaits car nous pensons qu'à cette

polémique la Gauche n'avait rien à gagner.

Pourquoi s'est-elle apaisée ? Car après tout, camarades, nous n'avons pas changé, nous, Parti Socialiste, entre le début et la fin de cette période. D'abord il semble qu'une bonne partie des travailleurs, notamment ceux sur lesquels le Parti Communiste a une influence, et l'opinion comprenaient mal l'intensité et la nature de ces critiques. Surtout, et plus profondément, il nous est apparu qu'il était difficile au Parti Communiste d'aller beaucoup plus loin, d'aller aussi beaucoup plus haut dans le ton sans être au seuil d'un changement de stratégie politique, au seuil de l'abandon dans les faits de la stratégie d'union de la Gauche. Le Parti Communiste, heureusement, n'a pas voulu faire cela.

Il est vrai aussi, cela apparaît sous nos yeux, que dans ce processus le Parti Communiste a repris en main sa propre organisation, et ses cadres militants. Il les a en tous cas pratiquement séparés, sauf la dernière campagne sur l'emploi et la vie chère, de leurs camarades Socialistes, de ceux qu'ils côtoyaient constamment dans le combat unitaire pendant la campagne présidentielle.

Enfin il est vrai, bien que ce problème soit plus ponctuel, que la campagne commune justement sur l'emploi et la vie chère que nous avons actuellement dans les départements pouvait difficilement se mener dans un climat de critique trop sévère.

Est-ce à dire que tout est réglé ? Nullement ! Nous avons considéré la controverse qui a été engagée avec sang-froid, c'est donc calmement que nous devons considérer son interruption. Nous devons savoir que d'autres problèmes pourront surgir plus tard.

Ce qui est essentiel, c'est plutôt le deuxième élément. Le deuxième élément, c'est de constater que le Parti Socialiste n'a pas cédé à la pression politique du Parti Communiste. Il faut comprendre, camarades, que nous avons été l'objet d'une offensive politique, notamment à l'occasion de notre dernier Congrès, et que nous y avons résisté. La cohésion du Parti a été, sauf quelques bavures ou quelques exceptions, constamment maintenue, et il continue ses progrès en militant, et dans l'opinion.

camarades, nous n'avons pas changé non plus, le Parti Communiste le sait, l'opinion le sait, entre les présidentielles et octobre 1974, puis entre octobre 1974 et mai 1975. Le Parti Communiste a dû de lui-même renoncer à pousser plus avant ses controverses pour le moment. Il est vrai qu'il dit parfois qu'il nous a conduits à changer. Il tire argument du fait que nous aurions intégré ensemble dans le Comité de liaison de la Gauche l'analyse selon laquelle la Gauche ne devait pas gérer la crise, que cette crise n'était pas inévitable. Mais je ne crois pas, camarades, que cela a été notre position constante.

Il est vrai que si le Parti Communiste en cette affaire fait à la fois les demandes et les réponses, tire argument de telle phrase pour dire que nous avons évolué sous sa pression, de telle autre pour dire que nous sommes coupables, la controverse politique est facile. C'est son droit de le dire, mais ce n'est pas exact.

Troisième point de ce bilan : comment apprécier les conséquences de cette crise pour la situation politique en France ?

Notre appréciation est que cette conséquence a été sérieuse, mais en même temps limitée. Le rapport dit qu'elle a affecté la crédibilité de l'union de la Gauche, et là encore la presse s'est parfois emparée de la formule isolée de son contexte.

Sur ce point, il faut préciser les choses. Il est vrai qu'on peut penser que comme perspective politique à court terme, face à un gouvernement qui apparaissait bien défaillant bien qu'aussi menaçant au lendemain des vacances d'été - rappelez-vous par exemple cette campagne qui était menée contre le Président de la République pour mettre en cause sa légèreté, cette impression d'agilité qu'on ressentait - il est vrai que comme perspective politique à court terme, l'union de la Gauche a vu sa crédibilité affectée par les critiques du Parti Communiste, orientées essentiellement contre le Parti Socialiste. Il a rencontré une opinion publique désorientée. Mais c'est plutôt parce que le régime lui-même a trouvé dans la désunion propice de ses adversaires un réconfort, et de ce point de vue, il faut le dire, camarades, c'est notre appréciation, la responsabilité du Parti Communiste a été grande.

C'est aussi sans doute pour cela que la montée du chômage, que la politique plus autoritaire de ce régime a pu se développer encore. Mais à long terme, comme perspective, comme solution au problème de la société française en crise, au problème du chômage et de l'inflation, l'union de la Gauche reste la recours pour des millions de gens, pour la masse des exploités.

Les résultats des élections partielles, les résultats plus sujets à caution des sondages le montrent, malgré la polémique et non pas grâce à elle, l'union de la Gauche reste la solution historique dans ce pays.

Elles ont conduit aussi le Parti Communiste, dans la dernière période, à insister surtout sur sa propre personnalité politique, à engager par prédilection des actions solitaires. Peu de contacts avec les militants Socialistes d'une part, sauf pour ce qui concerne les meetings communs, et souvent d'ailleurs sans excès de zèle particuliers. Pour le reste, c'est surtout l'action du Parti Communiste lui-même qui est soulignée avec insistance, en utilisant d'ailleurs des méthodes qu'on s'étonne de voir parfois teintées d'un certain gauchisme.

Même conception politique, plus profondément encore, tendant à instaurer presque systématiquement un rapport direct presque exclusif entre le pouvoir et le Parti Communiste, donc une conception politique visant d'une certaine façon à exclure du jeu politique un partenaire essentiel, nous-mêmes, le Parti Socialiste.

Une telle évolution, si elle devait se poursuivre, camarades, serait préoccupante car elle nous ramènerait en arrière.

Dans cette période un peu délicate, en tous cas, le Parti s'est comporté de façon très responsable, mais tout en tirant pour son compte un certain nombre de leçons politiques. Il ne commettra pas l'erreur en effet de faire comme si rien ne s'était passé, parce que le ton de la polémique a baissé actuellement.

La stratégie unitaire n'est pas en cause, camarades. Le nouveau Parti Socialiste s'est bâti sur cette stratégie, c'est même l'originalité de ce parti en France par rapport aux autres.

Mais le Parti Socialiste doit en même temps armer ses propres militants, à la veille d'une période historique qui s'annonce passionnante mais difficile. Il devra aussi aborder avec ses partenaires un certain nombre de problèmes politiques, afin de fonder plus durablement l'union de la Gauche, afin de mieux établir les chances d'une expérience de passage au Socialisme en France.

Le Parti Socialiste doit affirmer pleinement sa personnalité et poursuivre sa mutation politique, ce qui m'amène à la fin de mon propos, si vous voulez : que voulons-nous ? La réponse, nous l'avons donnée dans le rapport, faire avancer la Gauche. Je reviens donc ainsi sur la troisième partie, si vous voulez, du rapport écrit.

Sur ce point aussi, la presse a commencé à dire ou à écrire, ces derniers jours ou ces dernières heures, que le Parti Socialiste offrait une négociation, un débat immédiat, au Parti Communiste et là aussi, il faut être plus précis.

D'abord, préciser notre conception de l'alliance entre partenaires.

Ensuite, dire de quoi et comment il faudra discuter avec le Parti Communiste.

Notre conception de l'alliance entre les partenaires repose d'abord sur une certitude politique maintenant. C'est ce qui est au cœur des discussions des derniers mois, c'est l'idée que le Parti Communiste a, ou je devrais plutôt mieux dire que le Parti Communiste cherche à donner de lui-même et de son partenaire Socialiste.

Pour que les choses soient parfaitement claires, référons-nous sur ce point au rapport de Georges Marchais, au dernier C.C. du Parti Communiste. Que dit-il en effet ? Je cite Georges Marchais.

"On nous dit alors : vous semblez découvrir le Parti Socialiste, le poids de ses notables alliés localement à la Droite, le poids de son passé, de son absence de cohérence théorique. Non. Ce n'est pas pour nous une découverte. Permettez-moi de rappeler ce que nous disions devant le Comité central du 29 juin 1972. Je cite " - c'est Georges Marchais qui cite - " tout en agissant activement pour la réalisation de l'union, nous n'avons jamais perdu de vue la nature profonde de notre partenaire. Le Parti Socialiste représente dans sa forme organisée le courant social démocrate réformiste tel que l'histoire l'a fait dans notre pays. Ses traits permanents en sont, au-delà de la volonté réelle ou non de promouvoir des réformes sociales et démocratiques, la crainte que se mettent en mouvement la classe ouvrière et les masses, l'hésitation devant le combat de classe face au grand capital, la tendance au compromis avec celui-ci et à la collaboration de classe, et nous ajoutons que si la signature du programme commun reflète un changement positif, il est évident que la nature profonde du Parti Socialiste ne s'en trouve pas brusquement modifiée pour autant. Nous avons donc signé le programme commun en toute connaissance de cause. Nous n'avons pas demandé au Parti Socialiste qu'il modifie sa nature, et nous ne le lui demandons pas.

Le Parti Socialiste récuse cette conception, pas seulement au nom de l'égalité des partenaires dans l'union de la Gauche, dans une alliance, bien que cela soit, bien sûr, non seulement une garantie juridique, mais une garantie politique pour l'évolution possible, mais parce que nous avons changé, chers camarades, parce

que nous sommes en France un type de parti nouveau, différent, notamment de ce qu'était le partenaire auquel le Parti Communiste s'était habitué et auquel à certaines époques, notamment la période de la guerre d'Algérie, il pardonnait d'autant mieux ses faiblesses politiques que celles-ci établissaient mieux encore la supériorité fondamentale presque par essence du Parti Communiste.

Nous avons changé, et aussi parce que nous apportons fondamentalement dans l'alliance un apport original, un apport non pas secondaire mais qui vaut autant que ce qu'apporte le Parti Communiste, une force militante, un parti en évolution, une capacité d'analyse neuve sur bien des problèmes et un attachement aux libertés que personne ne peut mettre en doute. L'égalité vraie entre partenaires, le respect de l'originalité de l'autre dans les engagements communs sont pour nous aussi, devant l'opinion française, des garants de la possibilité de passer au Socialisme.

C'est pourquoi nous pensons que le Parti Communiste est confronté par la stratégie qu'il a librement choisie à sa propre mutation ; il a changé déjà beaucoup par rapport à l'ancienne pratique de la guerre froide et du temps du stalinisme mais il doit désormais aller plus loin, il ne doit pas se contenter d'un changement de pratique politique, d'un changement de tactique ou même de stratégie. C'est toute son analyse qu'il doit véritablement faire évoluer. Le problème du Parti Communiste français, selon nous, c'est qu'il existe maintenant un hiatus grandissant entre une pratique novatrice à beaucoup d'égards et une théorie qui reste encore figée. La mue est peut-être pour le Parti Communiste français devenue douloureuse ; c'est sans doute ce que révèle la polémique. Nous devons aider à cette mue car c'est une garantie que cette évolution du Parti Communiste, de notre propre évolution à terme.

Qu'en est-il donc du nécessaire débat avec le Parti Communiste ? Et d'abord, de quoi devons-nous débattre ?

D'un certain nombre de problèmes importants que la controverse a remis en lumière et que nous avons esquissés simplement à la fin du rapport écrit. Quels sont ces problèmes ? Les relations entre partenaires de l'union de la Gauche, disions-nous. Nous pensons, nous, qu'il y a deux grands partis de la classe ouvrière correspondant à deux grands courants historiques, et non un seul parti ouvrier, le Parti de la classe ouvrière qui serait le Parti Communiste. Nous pensons qu'aucun ne doit avoir un rôle dirigeant, mais que les partenaires d'une alliance doivent conduire ensemble cette alliance. Est-ce cela la position du Parti Communiste ?

Autre problème : la stratégie d'évolution vers le Socialisme. Nos deux partis ont fait un accord sur une stratégie d'évolution vers le Socialisme par la voie démocratique, c'est-à-dire sanctionnée par les élections à chaque étape. Cette stratégie passe en premier lieu par un accord de gouvernement valable pour cinq ans. Le Parti Communiste garde-t-il cette stratégie ?

Problème aussi sur l'accès au pouvoir. Lors des élections législatives de 1973, le Parti Communiste avait déclaré comme nous qu'en cas de victoire de l'union de la Gauche, celle-ci respecterait les institutions et tenterait donc, dans un premier moment, de mettre en œuvre le programme commun de gouvernement, sous le

Président de la République existant, qui était à l'époque Georges Pompidou. Le Parti Communiste maintient-il cette position ou en a-t-il changé ?

Autre problème enfin, touchant à la fois à la situation internationale et au problème des libertés dans la transition Socialiste.

Tout en appréciant à leur juste valeur les progrès considérables réalisés dans les pays de l'Est, et de ce point de vue, le dernier voyage a disons démontré beaucoup de choses aux membres de la délégation du Parti Socialiste, les Socialistes ne font pas leur la conception du Socialisme qui s'est instaurée dans les pays qui s'en réclament actuellement. Le Parti Communiste considère-t-il que le Socialisme, tel qu'il le souhaite, lui, Parti Communiste, est réalisé dans ces pays et, par exemple, en Tchécoslovaquie ? Considère-t-il comme de l'anticommunisme les appréciations que peut porter le Parti Socialiste sur la réalité interne et la politique de ces pays ?

Voilà quelques questions dont nous devons débattre. Quand et comment faudra-t-il en débattre maintenant ? Ni le rapport, ni le rapporteur ne font de propositions de date. Ni le rapport, ni le rapporteur n'ont à faire une offre formelle de négociation. Ce n'est pas là leur mandat. C'est à la Convention, dans ce débat d'aujourd'hui et de demain de décider ce qui est souhaitable.

Ce qui est sûr, pourtant, me semble-t-il, c'est ceci : une telle discussion devra se mener dans les mois ou les années qui viennent, car elle est fondamentale pour les chances de succès d'une expérience Socialiste en France. Peut-être cette discussion aura-t-elle lieu dans un cadre formel ? A court terme ? Ou à plus long terme ? Nous et nos partenaires en décideront librement.

De toute façon, par nos analyses, par exemple, par notre Convention sur l'autogestion qui se tiendra bientôt, en grande partie Socialiste, nous fournirons des éléments pour un tel débat.

Enfin, soyons bien sûrs que nous ne ferons jamais de la discussion de tels problèmes un préalable à l'action unitaire.

J'en finis. La polémique s'est apaisée. Nous n'y avons pas contribué. Nous n'y contribuerons pas plus aujourd'hui, camarades, nous le savons tous. Ici, nous parlons entre nous, mais des échos parviendront, bien sûr, à nos camarades Communistes. Qu'ils en retiennent surtout la permanence de notre volonté unitaire et aussi notre volonté de progresser, tout en restant nous-mêmes.

Alors, les conditions remplies pour des victoires de la Gauche dans ce pays seront mûres. L'incapacité de la classe dirigeante, les contradictions de la société du profit, les rendent nécessaires. Ne manquons pas, par notre faute, cette occasion historique.

(Applaudissements)

Le président - Je remercie le rapporteur pour son exposé.

Il s'agit maintenant d'organiser notre débat pour la première partie de notre ordre du jour. Les demandes que j'ai reçues se montent à un peu plus de quatre heures, quatre heures dix exactement, et sur ces quatre heures dix, sensiblement une heure m'a été demandée par des camarades qui désirent intervenir demain. Or, la question est de savoir comment nous allons nous organiser sur ces deux

jours. Par ailleurs, bien entendu, dans ces quatre heures dix, il n'est pas prévu ni le temps de réponse du rapporteur, ni le temps du Premier secrétaire. Par conséquent, je vais demander maintenant au Secrétariat s'il a des propositions à nous faire, pour l'organisation de l'ordre du jour, pour nos différentes séances.

## **Pierre Mauroy**

Au point de vue proposition générale, je pense que le Premier secrétaire interviendrait demain, vers 11 heures. Nous pourrions avoir un débat cet après-midi jusqu'à 19 heures, 19 h 30 ; le débat reprendrait demain matin à 9 h 30 avec l'intervention du Premier secrétaire à 11 h. Nous aurions la Commission des résolutions de midi à 2 h Nous pourrions donner le compte rendu de la Commission des résolutions à 14 h 30, 15 h.

Voilà une proposition d'ordre général. Si on l'accepte, ensuite, ce n'est plus qu'un temps de répartition entre nous et le président pourrait peut-être faire une petite suspension pour organiser le temps de parole entre les différents orateurs.

Le président - Vous avez entendu ces propositions. Je pense que tout le monde est d'accord. Nous allons, par conséquent, faire une très brève suspension de séance, de l'ordre de cinq minutes, pour l'organisation du débat entre les orateurs, et je demande à tous ceux qui ont demandé la parole de venir à la tribune.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 16 h 35, est reprise à 16 h 55)

Le président - Sur les relations PS/PC, la parole est à Gérard Delfau, pour 8 minutes, premier orateur inscrit. Ensuite, Guidoni, pour 15 minutes.

Je vais être obligé, et je m'en excuse, de faire respecter avec beaucoup de précision les temps de parole. Je demande aux orateurs de bien vouloir m'aider dans ce domaine. Je serai absolument impartial, mais à chaque fois fatalement exigeant.

Gérard Delfau, tu as la parole pour 8 minutes.

## **Gérard Delfau**

Chers camarades, quand dans les années 60 j'ai commencé à m'intéresser à la politique, quand le Socialisme est devenu pour moi plus qu'un idéal, un motif d'engagement, j'ai commencé à ce moment-là à essayer de comprendre la société dans laquelle je vivais, la société capitaliste.

J'ai découvert alors quelques bons livres, quelques textes : ceux de Marx, et de Engels, et à ce moment-là des camarades et des amis m'ont dit : "Mais, si tu lis Marx, si tu lis Engels, c'est donc que tu es Communiste !" A cette époque-là, il n'y avait que la Gauche non Communiste et le marxisme-léninisme.

Aujourd'hui, quatre ans après Epinay, une nouvelle étape s'annonce. Nous n'en sommes plus à la reconstruction du Parti, nous avons notre stratégie, notre programme, notre force militante ; nous en sommes, et la Convention

d'aujourd'hui l'annonce, à la phase de recherche théorique et doctrinale.

Qui sommes-nous ? Qui sommes-nous pour nous et par rapport aux camarades du PC ? Tel est, à mon avis, le sens de cette Convention.

Nous sommes un parti de confluences. Je n'énumérerai pas toutes les nuances, mais je repérerai rapidement quelques courants :

- le courant qui puise ses racines dans le Socialisme démocratique du 19<sup>ème</sup> siècle ;
- les courants chrétiens ;
- les courants marxistes, et tous ces courants enfin réunis dans un seul Parti, dans un parti de masse et de lutte de classes. Je dis "enfin réunis" ; c'est historique, c'est Epinay qui l'a permis et, aujourd'hui, c'est un peu un prolongement de cette date.

Alors, je me demande : qu'est-ce qui nous rassemble ? Et, comme dans les années 60, je réponds : l'analyse marxiste des rapports de production et de l'impérialisme.

Je ne développerai pas ce point. Tous nos textes de motions, tous nos discours essayent d'expliquer aux Français les mécanismes de l'exploitation et ils se réfèrent explicitement, comme le rapport de la Convention d'aujourd'hui, à l'analyse marxiste.

Mais, ce qui m'intéresse aujourd'hui, c'est plutôt de rendre aux Socialistes que nous sommes une tradition que nous avons perdue.

En effet, si je regarde l'histoire du mouvement ouvrier depuis un siècle, je m'aperçois que ce sont les Socialistes du tournant du siècle qui ont introduit, en France, l'analyse marxiste. C'est Jules Guesde, le premier, qui a vulgarisé - mal d'ailleurs - le marxisme. C'est ensuite Jean Jaurès qui a écrit la première histoire marxiste de la révolution française. Et puis, en 1917, un événement colossal se produit, la révolution russe, et tout d'un coup la source doctrinale marxiste est captée, elle devient la doctrine marxiste-léniniste dont nos camarades Communistes, encore aujourd'hui, se réclament.

Or, cette doctrine, le marxisme-léninisme, est née dans une certaine conjoncture, dans un certain rapport de forces, dans un pays dont le niveau et l'évolution n'étaient pas ceux des pays occidentaux d'aujourd'hui.

Il s'agit en somme, aujourd'hui, de retrouver nos origines, de revenir à l'analyse marxiste, mais d'y intégrer - et ce fut toujours la vocation des Socialistes - tout ce que les confluences dont je parlais tout à l'heure nous permettent d'y intégrer. Autrement dit, cette Convention doit être le point de départ d'une réflexion théorique qui durera longtemps, certes, et qui nous mènera loin sur ce qu'est le Socialisme, sa doctrine, sa finalité et, de ce point de vue, la Convention sur l'autogestion, que nous tiendrons dans deux mois, nous offrira un autre moment privilégié de réflexion ; nous aurons alors à nous demander si l'autogestion est simplement ce gadget de révolution culturelle que certains ont importé en France il y a quelques années, nous aurons à nous demander comment l'autogestion s'identifie au Socialisme et comment elle éclaire - au lieu de l'anéantir - le rapport entre le mode de production et la vie de chaque citoyen.

Bref, ce à quoi je vous convie, c'est à un effort d'approfondissement, à un effort

de formation qui achèvera de donner à notre Parti son identité et qui donnera au Socialisme sa chance.

(Applaudissements)

Le président - Je remercie Delfau qui n'a pas utilisé la totalité de son temps de parole. Quel bel exemple il donne au début de ce débat !

Maintenant, 15 minutes pour Guidoni, et ensuite Gérard Jaquet, pour 15 minutes.

## **Pierre Guidoni**

Mes chers camarades, nous avons aujourd'hui un débat sur les problèmes théoriques de l'unité, sur les problèmes théoriques de l'union de la Gauche et Delfau avait parfaitement raison, il y a un instant, de souligner que ce débat est, bien entendu, inséparable de la conception que nous nous faisons du Socialisme et, par conséquent, du débat que nous allons avoir sur l'autogestion. En fait, il y a entre les deux Conventions que notre Parti tient ce printemps un lien parfaitement logique, une unité profonde ; à beaucoup d'égards, on pourrait dire qu'il n'est pas possible de parler de l'unité sans parler des fins de l'unité et de son contenu, c'est-à-dire de la conception que nous avons du Socialisme, c'est-à-dire de l'autogestion, et qu'il n'est pas possible de parler de l'autogestion sans parler des instruments politiques qui lui donnent son sens et qui permettent d'assurer la marche en avant d'un processus autogestionnaire, c'est-à-dire sans parler de l'unité, sans parler de l'union des forces dans lesquelles se reconnaissent les travailleurs de notre pays.

Mais, pour cela, il est vrai qu'il faut remonter à une longue histoire, il est vrai qu'il faut remonter au moment historique où le mouvement ouvrier français s'est cassé en deux, il faut revenir à ce Congrès de 1920 où, à partir d'un tronc commun se sont définies les deux grandes branches qui, aujourd'hui, sont les forces principales de l'union de la Gauche.

Je crois qu'il faut y penser, mais qu'il faut être conscient que nous ne sommes pas ici pour parler au nom d'une des branches issues de ce débat historique. Nous ne sommes pas ici pour parler dans les mêmes termes qu'en 1920.

Car ce qui me frappe dans ce débat, c'est que nous avons finalement deux théories, deux pratiques, deux partis qui se sont définis et qui se sont affrontés, et on peut relire les deux conceptions du Socialisme qui s'affirmaient à ce moment-là et les deux conceptions de la révolution qui s'affirmaient comme telles à ce moment-là, une seule chose est remarquable, avec le recul de l'histoire, c'est leur double échec ! Ni les uns ni les autres n'ont réalisé ce qu'ils affirmaient au Congrès de 1920 être leur projet. Ni les uns ni les autres n'ont vu la réalité française, le mouvement des masses, le mouvement même de l'histoire, correspondre à ça qu'ils espéraient. Et pour les uns comme pour les autres s'est poursuivi pendant toutes ces années, avec des alternances de succès et d'échecs, avec des alternances de fraternité et de polémique, un dialogue qui a été, pour une grande part, un dialogue de sourds.

Mais, nous ne sommes pas dans la situation où nous devrions, d'une certaine

façon, reprendre ce dialogue. Nous sommes dans la situation où depuis quatre ans notre Parti, l'existence même de notre Parti tel qu'il est, sa stratégie, les accords qu'il a conclus, la définition du Socialisme qu'il s'est donnée, visent non pas à relancer ce débat mais à le dépasser, non pas à relancer le débat tel qu'il se posait entre socio-démocrates et Communistes depuis 1920 mais à le poser dans des termes nouveaux, mais à aller au-delà de cette dialectique stérile. C'est en ce sens que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation qui n'est pas en continuité avec l'histoire de ces deux tendances du mouvement ouvrier, qui est une situation nouvelle et dans laquelle nous sommes l'élément nouveau, ou dans laquelle tout au moins nous pouvons être, si nous le voulons jusqu'au bout, l'élément nouveau.

Ce ne sera pas par des confrontations idéologiques, même si on dit qu'il ne s'agit plus d'idéologie mais de théorie - et encore faudrait-il savoir à ce moment-là de quelle théorie l'on parle, et encore faudrait-il que chacun soit bien assuré de partir des mêmes bases et des mêmes analyses - que l'on pourra dépasser l'opposition historique entre ces deux branches du mouvement ouvrier. On peut la dépasser par une dialectique qui est celle de la lutte et des luttes, on peut la dépasser par une dialectique qui est celle de la réalité politique et du poids respectif que chacun s'est gagné dans la confiance des masses, on peut la dépasser en ayant sans cesse, sur le plan de ce qui doit effectivement être fait dans la lutte quotidienne, comme dans le gouvernement, comme dans la réalisation et la construction du Socialisme, de plus en plus de projets communs, de plus en plus de décisions communes, de plus en plus de compréhension profonde de ce que l'on veut faire et de la façon dont on veut le faire.

La nature des partis est évidemment une grande question. Le projet qui était le nôtre, le projet qui est celui du Parti depuis le Congrès d'Épinay et qui rend toute sa valeur, et qui donne toute sa valeur, à notre stratégie unitaire, c'était précisément de construire un parti qui ne serait pas enfermé dans la définition traditionnelle, telle que les Communistes nous l'ont rappelés au cours de cette polémique, du Parti social-démocrate, c'était, en effet, de construire un parti de type nouveau, de construire un Parti Socialiste capable de réaliser le Socialisme et résolu à réaliser le Socialisme. Notre conviction - un certain nombre de camarades le savent, mais il n'est peut-être pas inutile de le rappeler - c'est que cette tâche est bien avancée, que nous avons posé de sérieux jalons dans cette direction ; aucun de nous ne peut penser sérieusement qu'elle soit achevée et qu'on puisse déjà tenir comme une donnée que ce Parti nouveau est, dans toutes ses dimensions, une réalité finie et achevée. Nous savons bien qu'il reste encore une grande course à parcourir, nous savons bien qu'il y a encore beaucoup à faire pour que le Parti soit digne de cette nouvelle définition que nous souhaitons pour lui.

L'unité, je le disais tout à l'heure, elle se forge dans la lutte et par la lutte ; l'unité, elle peut se renforcer, elle peut se faire entre Partis ayant les mêmes droits, les mêmes devoirs, les mêmes responsabilités dans la lutte aujourd'hui, dans la transition au Socialisme demain, dans la construction du Socialisme, d'un Socialisme que nous souhaitons pluraliste, mais cela suppose un parti

pleinement capable d'en assurer l'ensemble des conséquences. C'est ce Parti que nous devons bâtir ensemble. Il n'est pas sage de raisonner comme si nous avions déjà achevé cette œuvre.

L'unité, c'est notre seule chance dans l'avenir de ce pays, c'est la seule possibilité de remplir effectivement les buts que nous nous sommes fixés, mais elle dépend très largement de ce qu'est notre Parti, de ce que fait notre Parti, de la confiance des masses tel qu'il est capable de la gagner. A nous d'être dignes de ce pari historique !

(Applaudissements)

Le président - Mêmes félicitations à Guidoni qu'à Delfau.

Je donne maintenant la parole à Gérard Jaquet pour 15 minutes ; ensuite, Charles Hernu 10 minutes.

### **Gérard Jaquet**

Camarades, après la polémique agressive et parfois violente, nous avons connu la polémique voilée et insinuante. Aujourd'hui, c'est presque l'accalmie.

Il n'en est pas moins nécessaire de faire le point entre nous.

Pourquoi cette polémique, déclenchée si soudainement à l'automne dernier ? Une explication vient aussitôt à l'esprit et elle a été donnée par l'ensemble des commentateurs : les élections partielles du mois d'octobre ont joué un rôle révélateur ; elles ont montré un Parti Socialiste en progrès sensible, placé presque partout devant un parti Communiste sinon en perte de vitesse, du moins parvenu à une sorte de palier. La réaction de ce dernier a été immédiate et brutale. C'est là, sans aucun doute, la raison profonde du changement d'attitudes de notre partenaire, mais cette constatation, si évidente soit-elle, est insuffisante pour nous permettre de comprendre le cheminement de la polémique.

Il faut donc aller plus loin dans l'étude des rapports entre nos deux partis. C'est ce qu'a fait très lucidement Lionel Jospin et je me bornerai à présenter quelques brèves réflexions à cet égard.

Les débuts de la polémique ont eu un caractère varié et un peu folklorique. On nous a d'abord accusés d'avoir voté pour Poher, sinon à la présidence du Sénat ; du moins à la présidence des Maires de France.

On s'est inquiété de notre, volonté d'assurer au Parti Socialiste une place plus importante au sein de l'union de la Gauche. Mais, cette période aux multiples accusations a peu duré et, très vite, les critiques se sont centrées sur un certain nombre de points précis, inlassablement répétées. En fait, une critique essentielle n'a pas tardé à recouvrir toutes les autres : nous sommes un parti réformiste dont la doctrine est peu consistante et qui n'est pas animé par la volonté farouche de mettre fin aux injustices du système capitaliste, alors que le Parti Communiste est un parti essentiellement révolutionnaire qui représente authentiquement la classe ouvrière et qui est bien décidé à construire un monde nouveau par la pratique de la lutte des classes.

C'est, en substance, ce qu'a déclaré Georges Marchais au dernier Comité central de son Parti. On reprend ainsi à notre rencontre des critiques bien anciennes et

qui rajeunissent singulièrement les plus anciens d'entre nous puisqu'elles remontent, en fait, à la Session de Tours. Ces critiques méritent et imposent un rapide rappel historique si nous voulons en comprendre la signification véritable.

A sa naissance, le Parti Communiste, profondément influencé par la révolution bolchevique de 1917, considère que ce qui vient de se passer en Russie doit nécessairement se répéter dans tous les pays d'Europe et notamment en France.

La révolution ainsi conçue se traduit avant tout par un changement brutal et presque obligatoirement violent. Elle entraîne la prise en mains de la totalité des moyens de production et c'est par la dictature considérée comme la dictature du prolétariat tout entier que le Parti Communiste doit imposer sa volonté. Toute l'action du Parti Communiste doit donc s'organiser pour atteindre cet objectif, il doit se préparer à la prise violente du pouvoir et tout doit être subordonné à cette fin. La structure et le fonctionnement du Parti sont conçus en fonction de cette préoccupation dominante, son action également. Pourquoi, en effet, songerait-il, dans une période préparatoire qui peut être plus ou moins longue à obtenir, à obtenir la réalisation de réformes économiques et notamment de réformes des structures de la société, puisque selon lui rien de valable ne peut être entrepris avant l'arrivée totale et définitive de la classe ouvrière au pouvoir ?

Dans cette même perspective, l'action parlementaire est dans une large mesure condamnée. On ne peut rien attendre de sérieux d'un Parlement bourgeois. Les parlementaires, Communistes doivent simplement profiter de la tribune qui leur est offerte pour faire de l'agitation mais surtout et presque exclusivement ils doivent se considérer comme les délégués à la propagande pour le compte de leur Parti. Tous ceux qui, à Gauche, ne partagent pas ce point de vue sont des réformistes. Les Communistes seuls sont des révolutionnaires car seuls ils apportent une conception intransigeante et déjà vécue de la révolution.

Pendant cette période, les rapports entre le Parti Communiste et ses voisins de gauche, et notamment ses rapports avec le Parti Socialiste ne sont pas toujours détestables. Ils sont changeants car si la doctrine est intransigeante, la tactique reste relativement souple. On passe du front unique à la base à la tactique plus dure de classes contre classes, puis devant la montée du fascisme, c'est en 1934 le front commun avec le Parti Socialiste et, un an, plus tard le Front populaire avec, en plus, le Parti radical.

Mais si le langage et le comportement se modifient, si les critiques à l'égard des partis voisins s'atténuent et finissent même par disparaître, il est clair que le Parti Communiste ne s'est pas encore transformé fondamentalement. Sa conception de la révolution bolchevique est restée la même, sa méfiance à l'égard des réformes en régime capitaliste ne s'est guère dissipée ; il reste toujours aussi hostile à l'idée qui, par contre, a constamment notre agrément, que des réformes importantes devraient favoriser le passage ultérieur à un régime nouveau. Lorsqu'en 1935, on aborde la discussion du programme du front populaire, c'est le Parti Communiste qui, résolument, avec d'ailleurs le soutien plus ou moins discret du Parti radical, s'oppose à la plupart des nationalisations que le Parti Socialiste propose.

Un gouvernement de front populaire ne peut pas, en effet, être considéré par le Parti Communiste comme un gouvernement facilitant la transition vers le Socialisme car, pour lui, il n'y a pas de transition vers le Socialisme. Un gouvernement de front populaire avec la participation du Parti Communiste ou avec son soutien - son opinion à cet égard n'est pas encore définitivement fixée et ce n'est qu'à la dernière minute qu'il choisira le soutien - ne peut être qu'un gouvernement de défense républicaine et de lutte antifasciste.

Certes, il devra apporter à la classe ouvrière le maximum d'avantages sur le plan social et sur ce point le Parti Socialiste est volontiers maximaliste, mais il repousse catégoriquement toute idée de transformation du régime qui risquerait de troubler la classique cohérence de ses conceptions doctrinales.

La guerre et la libération apportent un premier changement à cette vision traditionnelle. Le Parti Socialiste participe à l'élaboration du programme du CNR qui propose un certain nombre de nationalisations et accepte de prendre place dans les premiers gouvernements de la Libération, mais la guerre froide intervient et ce début est stoppé.

L'amorce de la détente internationale, notamment à l'époque de Khrouchtchev entraîne le piétinement d'une détente sur le plan intérieur et le dialogue reste longtemps balbutiant. La nouvelle attitude du Parti Socialiste se traduit par des gestes significatifs de bonne volonté. En 1956, il soutient pendant plusieurs mois le gouvernement de front républicain. En 1962, il se décide pour un certain nombre des candidats de gauche. En 1965, il apporte son appui, dès le premier tour, à la candidature de François Mitterrand, mais je crois que le véritable changement qui transforme et débloque la situation de la Gauche française intervient au lendemain des événements de mai 1968 avec le manifeste de Champigny présenté par Waldeck-Rocher à l'occasion d'un Comité central. Le manifeste de Champigny apporte un changement essentiel dans la perspective du Parti Communiste au moins dans trois domaines d'une importance décisive. Un programme est proposé, fondé sur l'affirmation que sans attendre l'heure où un régime Socialiste pourra s'édifier en France, des réformes de structures importantes doivent cependant être mises en application pour créer une démocratie d'un type nouveau, qualifié par le Parti Communiste de démocratie avancée.

Deuxième constatation importante : lorsqu'à un stade ultérieur se posera le problème du passage au Socialisme, celui-ci devra se réaliser par la voie pacifique, sans guerre civile et avec l'assentiment de la majorité du pays.

Enfin, pour cette édification d'un régime Socialiste, on affirme la nécessité de la participation durable de tous les partis se réclamant du Socialisme.

Ce sont là des éléments tout à fait nouveaux dans les conceptions théoriques du Parti Communiste. Certes, bien des questions restent encore sans réponse, notamment à propos du problème de la transition sur le fonctionnement et les exigences d'un Socialisme réellement démocratique ou sur l'appréciation du caractère Socialiste des pays de l'Est européen et notamment de l'Union soviétique, mais le dialogue peut s'engager enfin. Et, au lendemain d'Epainay, la mise en chantier d'un programme commun devient passible. Deux campagnes

électorales, en 1973 et 1974, permettent de rapprocher encore les points de vue, d'améliorer les relations entre les hommes, et c'est dans un ciel apparemment serein que tout à coup, en octobre dernier, la crise se déclenche.

Inquiétude du Parti Communiste devant l'impressionnante progression du Parti Socialiste ? Oui, sans doute, je le disais il y a un instant, mais pourquoi cette inquiétude et ces critiques ?

Je me refuse à croire que les réactions du Parti Communiste aient été provoquées uniquement par l'amertume et la déception devant les constatations de nos récents succès sur le plan électoral. Les raisons sont certainement plus profondes. On peut les déceler en relisant le manifeste de Champigny de 1968 ou la déclaration de Georges Marchais à l'occasion du dernier Comité central.

Le Parti Communiste doit jouer un rôle d'avant garde, dit-on, et de direction de la classe ouvrière. Celle-ci est la force révolutionnaire, fondamentale de la société. Le Parti qui la représente doit donc remplir la mission essentielle dans la marche vers le Socialisme. Un parti Communiste plus influant, déclarait Georges Marchais le 15 avril dernier, c'est la sécurité pour l'avenir des travailleurs. Dans le même temps, il ne dissimule pas sa méfiance à l'égard du Parti Socialiste qui, selon lui, représente le courant réformiste, un parti qui hésite devant le combat de classe, dont l'un des traits essentiels est la tendance au compromis et à la collaboration des classes.

Si cette description du Parti Socialiste, faite par le Secrétaire général du Parti Communiste, répond bien à l'opinion moyenne des dirigeants Communistes, on comprend mieux leur sentiment à notre égard et leur inquiétude devant une progression qui risque de modifier l'équilibre interne de l'union de la Gauche. Mais, ce qui me paraît difficilement compréhensible, c'est que nous en soyons encore là aujourd'hui. La vieille querelle qui a mené le Parti Communiste à nous considérer comme des réformistes a longtemps été montrée en retraçant quelques événements de notre histoire passée sur des approches différentes des notions de réforme et de révolution. Comment cette querelle pourrait-elle être reprise aujourd'hui dans les mêmes termes, avec les mêmes arguments que ceux d'autrefois, alors que c'est précisément dans ce domaine qu'un rapprochement sensible, bien qu'encore très insuffisant, semble être intervenu entre nous ? Est-ce que cela signifie que malgré nos espoirs, la méfiance était restée la plus forte et qu'en fin de compte, il a suffi de peu de choses pour qu'elle reprenne l'avantage et redonne une consistance chez nos partenaires, aux vieux démons et aux anciennes critiques ?

Je crois que tout ceci n'est qu'une fièvre passagère et ne laissera pas de traces au sein de l'union de la Gauche mais notre comportement ne soulève guère de problèmes ; nous devons rester ce que nous sommes et l'affirme sans équivoque :

Fidélité à l'union de la Gauche, au programme commun qui n'a jamais eu, dans l'esprit de ses rédacteurs, l'ambition de gérer la crise au profit des monopoles capitalistes.

Fidélité au Socialisme dans la démocratie par la démocratie et, sur ce point, il est évident que notre prochaine Convention nationale sur l'autogestion apportera

des éléments de réponse importants. On pourra constater que sur le problème de la transition vers le Socialisme, sur la définition des réformes de caractère révolutionnaire qui, par étape, construiront une société nouvelle, c'est notre Parti qui, au cours de ces dernières années a apporté les propositions les plus lucides, les plus réalistes et les plus audacieuses.

A l'égard du Parti Communiste, ce comportement, que nous avons adopté depuis le début de la polémique n'a nullement besoin d'être modifié. Nous avons refusé, nous avons bien fait, de répondre aux critiques par d'autres critiques. Nous avons fait passer notre souci de préserver l'union de la Gauche avant la tentation pourtant compréhensible de riposter chaque fois que nous étions mis en cause...

Le président - Plus que deux minutes...

Gérard Jaquet - Je vous demanderai trois minutes de plus.

Lorsque la polémique a pris un caractère trop agressif, nous avons tenu à mettre notre partenaire en garde en soulignant ce que pouvaient être les conséquences de son attitude. Nous avons la conviction que nous avons scrupuleusement rempli notre contrat, nous ne demandons pas à être félicités, c'était naturel, nous demandons simplement à l'opinion de nous rendre justice et nous avons bien le sentiment que ses réactions vont dans ce sens.

Faut-il faire plus et reprendre le débat idéologique pratiqué à certaines époques ? Lionel Jospin répond par la négative, je pense qu'il a raison, un débat idéologique vague, imprécis, qui embrasse trop de problèmes, ne peut pas aboutir à une solution très sérieuse, il ne peut que ressasser des divergences que nous connaissons trop bien.

Par contre, il paraît souhaitable de reprendre le débat sur l'approfondissement et l'actualisation du programme commun. Nous avons amorcé ce débat, on peut tenter aujourd'hui de le conduire à bonne fin ; nous préparerons ainsi utilement l'étude, qu'il faudra bien entreprendre, sur le renouvellement ou la reconduction du programme commun mais tout cela ne sera possible que si le débat peut s'engager dans une entente, dans une ambiance d'apaisement.

C'est pourquoi nous devons insister sur la création d'une Commission d'arbitrage entre les deux Partis de gauche dont la mission serait d'apaiser les conflits qui pourraient surgir entre hommes ou organisations. Ce n'est pas un fait nouveau, une Commission de cet ordre a déjà fonctionné à l'époque du Front Populaire. Elle n'a certes pas empêché la rupture politique, qui ne relevait pas d'ailleurs de sa compétence, mais à tout le moins elle a aplani bien des conflits secondaires et a apporté plus de sérénité à certaines de nos confrontations.

Le président - Je te demande de conclure.

Gérard Jaquet - Je termine.

Une reprise du débat avec le Parti Communiste, dans les limites que j'ai tenté de

préciser, comporte un corollaire et ce sera mon cher président ma dernière observation, elle suppose un parti uni, cohérent et solidaire. Rien ne serait plus détestable, lorsqu'il y a confrontation entre les partis de gauche, que le Parti Socialiste se montre incapable de maîtriser ses divergences et ses divisions. Et c'est vrai autant pour ceux qui voudraient apparaître comme plus unitaires que les autres que pour ceux qui en amplifiant leurs réserves voudraient montrer qu'ils sont les plus intransigeants sur la nécessité de défendre certains principes essentiels du Socialisme. Qu'ils ne s'y trompent pas, ni les uns, ni les autres n'en tireraient finalement avantage car c'est le Parti dans son ensemble et dans toutes ses composantes qui en pâtirait en définitive.

Liberté à l'intérieur du Parti, liberté totale, oui, et je souhaite qu'elle reste fraternelle, mais quand les choix ont été faits par les organismes du Parti, c'est un front commun que nous devons présenter aux autres, même s'il nous en coûte. C'est cela la démocratie intérieure dans un parti discipliné.

Grandeur et servitude de la grandeur Socialiste, pourquoi pas; si on veut avoir la possibilité de s'exprimer franchement entre soi, il ne faut pas craindre quand on est devant les autres de s'allier à l'opinion de la majorité de son Parti ; pour avoir la grandeur, il faut accepter les servitudes, l'un de ces éléments ne va pas sans l'autre, ou c'est l'anarchie, voire même la désintégration.

Voilà les quelques réflexions que je voulais vous présenter.

Cette Convention nationale était-elle souhaitable ? Oui, sans doute, si elle nous permet de mieux comprendre les raisons des difficultés qui peuvent surgir avec nos alliés de la Gauche, oui sans doute si elle nous donne l'occasion devant tous les autres de renforcer notre union et par là même d'accroître notre audience et notre force.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Charles Hernu pour 10 minutes, ensuite Fournier, 5 minutes.

## **Charles Hernu**

Mes camarades, le rapport préparé pour la Convention sur les relations Parti Socialiste/Parti Communiste est remarquable, je voudrais seulement pour ma part y ajouter un élément de réflexion.

Peut-on considérer, pour mieux comprendre ce qui se passe, qu'il y ait, comme dans une équation mathématique, un facteur invariant, fixe, immuable ? Peut-être si l'on veut bien se tourner vers la politique du Parti Communiste de l'URSS en matière internationale.

Dans la deuxième partie de son rapport Lionel Jospin étudie l'autonomie du Parti Communiste français, les grandes orientations de la politique soviétique et il a raison de le faire. Le rapport note, je cite : qu'un certain nombre de facteurs historiques ont fait que le Parti Communiste français a toujours eu le souci d'une allégeance assez rigoureuse envers le Parti Communiste de l'URSS, de même qu'il s'est relativement moins vite et moins profondément déstalinisé que d'autres.

Personnellement, je pense qu'affirmer que le Parti Communiste a un souci d'allégeance qualifié même dans le rapport de "rigoureuse" envers le Parti Communiste de l'URSS est inexact, injuste et de nature à infléchir notre réflexion objective.

Parler d'allégeance, c'est ne pas cerner, me semble t-il, exactement ce qu'est le Communisme, c'est-à-dire le comportement commun des hommes et des femmes dont la dialectique est d'une telle rigueur qu'elle les conduit naturellement à des structures identiques de raisonnement et parfois même à des réflexes semblables, tant les structures de la pensée sont identifiées.

Il ne s'agit donc pas, à mon sens, de rechercher l'allégeance ou de discuter de l'allégeance du Parti Communiste français par rapport au Parti Communiste de l'URSS pour comprendre ce qui se passe, mais au contraire d'étudier la politique fondamentale internationale de l'URSS, celle de la co-existence pacifique, par exemple, afin d'y déceler les lignes idéologiques essentielles inspirées par le léninisme et à partir de là savoir ce que le Parti Communiste français non pas s'y soumettra, mais les vivra à sa façon, d'une façon telle que derrière la polémique il y ait sûrement un débat de fond.

Je veux dire en clair qu'il s'agit, me semble t-il, de rechercher davantage les analogies que les allégeances.

Qu'est-ce, par exemple, que la co-existence pacifique ? C'est la base théorique léniniste de l'ensemble de la politique internationale de l'URSS vis-à-vis de l'Occident. Cette politique demeure une lutte qu'on a tendance à oublier, une lutte idéologique entre l'est et l'ouest ; cette lutte doit, pour les soviétiques, être menée autrement que par des moyens militaires en raison même de l'existence de l'alliance atlantique de l'OTAN.

Quelques remarques s'imposent alors aussitôt :

1 - le principe d'éviter des conflits armés n'est pas absolu. Il ne s'applique qu'au niveau des Etats, mais des révoltes anti-coloniales ou des guerres civiles peuvent être soutenues dans l'autre camp.

2 - la co-existence pacifique ne se pratique qu'entre Etats de régime social et politique différent. L'URSS ne considère pas qu'elle est dispensée d'intervenir par la force contre un Etat récalcitrant qui appartient ou appartiendrait à la communauté Communiste. La co-existence pacifique, non-intervention militaire, ne joue donc pas au sein du bloc Communiste.

3 - la co-existence pacifique n'empêche pas l'URSS, chacun le sait, d'augmenter sans cesse la qualité de sa puissance militaire, même si elle possède déjà une supportable supériorité.

Tels sont donc les caractères scientifiques, tel est le système de pensée conflictuel.

Or, au sein d'un pays capitaliste, un parti Communiste pratique la co-existence avec le régime en place avec, me semble t-il, les mêmes méthodes que celles de l'URSS vis-à-vis du bloc de l'ouest.

La co-existence pacifique, dont il ne s'agit pas de contester la sincérité, fonctionne dans un rapport de forces contraignant, elle n'empêche pas l'URSS d'être prête militairement et de mener dans le monde une lutte politico-

idéologique : tout d'abord un aspect défensif de sa politique, mettre les pays de l'Est à l'abri des influences venant de l'ouest, un aspect offensif ensuite, instruire des cadres Communistes à destination de l'ouest.

La co-existence pacifique consiste donc à fermer l'est à toute pénétration d'idées occidentales et à faire en sorte que l'ouest soit ouvert à la pénétration des idées Communistes.

J'en arrive donc, si vous voulez bien, à une notion, me semble t-il, essentielle du Communisme base de toute explication peut-être dans le débat entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste : les sociétés de l'ouest sont, qu'on le veuille ou non, malgré tout, des sociétés ouvertes. Elles se prêtent donc à l'action politique. Il n'en est pas de même pour les pays de l'est. Il y a là une asymétrie qui me semble être le caractère fondamental de la co-existence pacifique. Cette asymétrie, l'URSS a entrepris tout un ensemble d'actions diplomatiques pour la faire reconnaître comme une base permanente de la co-existence pacifique. Or, l'aspect volontairement asymétrique de l'action du Parti Communiste en France me semble flagrant et c'est de l'analogie et non pas l'allégeance.

Le Parti Communiste fidèle à l'union de la Gauche, cela n'est pas en cause, voudrait aussi que le Parti Socialiste reconnaisse comme un aspect permanent de l'union de la Gauche la vocation du Parti Communiste à être le Parti de l'avant-garde, le Parti de la classe ouvrière, le seul garant du Socialisme.

Une société Communiste, soit l'URSS, une démocratie populaire, mais aussi un parti Communiste dans un pays capitaliste, c'est-à-dire dans un environnement hostile, veut vivre et fera toutes les concessions pour cela mais n'accepte que rarement de laisser vivre les autres sans au moins toujours les affronter à une lutte, à un débat idéologique.

L'URSS tient à la bipolarité du monde et dans les pays occidentaux et en France, je crois que le Parti Communiste tient maintenant à la bipolarisation de la vie politique, mais - et c'est le débat - est-ce à condition d'être le leader d'un des deux pôles ?

Toutefois, tout comme la volonté de paix de l'URSS est sincère et que toute action de sa part qui risquerait une réaction militaire des Etats-Unis ou de l'OTAN est à rejeter, de même la volonté d'union de la Gauche du Parti Communiste français est sincère, mais il ne peut tendre la corde de la polémique jusqu'au point d'une rupture.

Quelques camarades au Parti Socialiste disent parfois : ne faisons rien qui puisse faire penser que le Parti Socialiste pourrait être responsable de la rupture, s'il devait y avoir rupture. Il me semble que c'est là un argument dangereux. C'est au contraire au Parti Socialiste de dire clairement jusqu'où il n'ira pas, de dire la limite de ce qui est supportable et de ce qui ne l'est pas dans le cadre de l'union de la Gauche, sinon nous serons amenés à concéder plus que nous ne le voudrions en acceptant d'être soumis quotidiennement à une sorte de culpabilisation.

Pour le Parti Communiste, l'union de la Gauche sur la base du programme commun, signifie la continuation, bien sûr, d'une attitude concurrentielle. C'est ce que j'appelle l'asymétrie maximum et cela dans les domaines idéologique,

politique, syndical, afin de gagner une position d'avantages maximum en cas de victoire des forces de la Gauche.

L'union de la Gauche, donc, comme la co-existence pacifique, et les théoriciens soviétiques ne manquent pas de l'écrire, doivent donc avoir pour les Communistes un caractère dynamique, c'est-à-dire tendre au progrès constant de l'idéologie Communiste, et cela même grâce à la dynamique de l'union de la Gauche, et même quand cette dynamique crédite davantage le Parti Socialiste. Alors, il y a polémique, il y a problème, il y a débat.

L'union de la Gauche ne peut donc pas amener les Socialistes à réduire leur effort, mais au contraire les conduire à une sorte de mobilisation permanente, peut-être même un peu épuisante si on se laisse entraîner à vouloir suivre le Parti Communiste sur tous les terrains où il voudrait nous entraîner.

C'est pourquoi, à mon avis, l'union de la Gauche, je termine, aura d'autant plus de chances si nous choisissons nos propres terrains idéologique, sociologique, politique, nos terrains d'action, de façon à maintenir dans l'union de la Gauche la spécificité du Parti Socialiste.

Cela suppose, et je reprends ce qu'a dit Gérard Jaquet, un Parti Socialiste extrêmement dynamique, un Parti Socialiste nombreux, un Parti Socialiste militant, un Parti Socialiste uni et cohérent. C'est le seul moyen de faire progresser, je crois, cette dynamique de l'union de la Gauche et de faire reculer cette notion d'asymétrie.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fournier pour 5 minutes et ensuite à Sutra pour 7 minutes.

## **Jacques Fournier**

Camarades, La fédération des Hauts-de-Seine, une fois n'est pas coutume, mais je souhaiterais que cela devienne coutume, a voté pour cette Convention nationale, à l'unanimité, une contribution. Mon propos n'est pas de présenter cette contribution, je pense que Robert Pontillon, notre Premier secrétaire, le fera soit dans le débat, soit dans la Commission des résolutions, je voudrais simplement extraire de cette contribution qui émane des divers courants de pensée du Parti quelques phrases et notamment celle-ci :

"Concernant la deuxième partie du rapport, l'accent essentiel semble devoir être mis sur le fait que seule la politique unitaire permettra la mutation des deux partis et un changement dans leurs rapports."

Concernant la troisième partie, cette motion insiste sur la nécessité de poursuivre la construction du Parti Socialiste, je ne reprendrai pas les points là-dessus et, en ce qui concerne les actions communes, elle dit ceci :

"Elles ne doivent pas se substituer aux actions et campagnes propres du Parti, mais être menées simultanément ; le Parti Socialiste doit avoir une attitude offensive en proposant des actions communes à tous les niveaux sur des problèmes tant nationaux que locaux".

Or, camarades, je souhaite que ces passages et d'autres inspirent la proposition

finale, mais je voudrais simplement formuler à leur égard une remarque rétrospective, non pas un an après, comme le propose la campagne qu'organise Jean Poperen, mais quatre mois après le Congrès de Pau.

Ce dont je me souviens, au moment de ce Congrès, c'est qu'un débat avait eu lieu que j'avais interprété comme ceci: il y avait d'un côté ceux qui avaient une attitude relativement statique et qui disaient : pas d'actions communes avant que le polémique ait cessé, et puis il y avait ceux qui avaient adopté une position plus dynamique, en disant : nous ne sommes pas d'accord avec un certain nombre d'éléments avancés par le Parti Communiste, mais nous pensons qu'il faut, en proposant des actions communes, relancer la dynamique de l'unité.

camarades, j'ai regardé la motion de Pau sur ce point, elle dit :

"Fidèle à ses engagements et à la stratégie librement choisie lors du Congrès constitutif, le Parti Socialiste sera présent sur tous les terrains..." (lecture du texte)

Camarades, quelques jours après que le texte ait été voté, Le Monde du 7 février nous dit que le Bureau exécutif du Parti a chargé Bérégovoy de saisir le Comité de Liaison des partis de gauche signataires d'une proposition d'action commune en vue de la défense de l'emploi, et c'était bien, camarades, une prise de contact avec nos partenaires de la Gauche et, en particulier avec le Parti Communiste.

La polémique avait-elle cessé ? Nullement.

Nous nous souvenons tous de l'interprétation qui s'est avérée erronée qu'avait donnée le Parti Communiste de la motion finale du Congrès de Pau et nous savons tous que dans la semaine qui a suivi, Georges Marchais, à peine rétabli, s'est livré vis-à-vis de François Mitterrand à des propos que nous avons été unanimes à l'intérieur du Parti pour considérer comme constituant une agression injustifiée. Donc, camarades, je pense qu'à ce moment-là on est allé un peu plus loin que le prévoyait la motion de Pau.

Que s'est-il passé depuis ? Eh bien, camarades, la démarche unitaire a repris, non sans difficulté, du côté du Parti Communiste. Dans toutes les fédérations nous en avons eues pour faire démarrer cette campagne unitaire. Mais enfin le Parti Communiste d'une part n'a pas pu refuser cette réunion du Comité de liaison des forces de Gauche, il n'a pas pu refuser un minimum d'actions communes, et sur cette base la dynamique a pu repartir. Je dirai, camarades, que vis-à-vis des travailleurs, nous sommes désormais dans la proposition de ceux qui, à tous les niveaux, au sommet comme à la base, proposent des actions communes, et qui ne portent pas la responsabilité de les refuser.

Camarades, je ne prétends pas que ce que je viens de dire ait été le seul facteur d'évolution du Parti Communiste et d'apaisement de la polémique. Jospin a fait état d'autres facteurs qui existent. Mais ce facteur ci, il existe également, et il confirme l'analyse selon laquelle le Parti Socialiste peut par ses propositions influencer sur le comportement du Parti Communiste.

Camarades, nous n'avons jamais rien dit d'autre. Je n'ai pas voulu tenir ces propos pour allumer entre nous cette fois une polémique rétrospective, mais simplement pour constater avec satisfaction - et ceci nous ramène à un débat qui a eu lieu ce matin au Comité directeur - que les idées avancées par la minorité

peuvent parfois servir à l'ensemble du Parti, et pour le féliciter également que sur la base de la motion de Pau ainsi interprétée, tout le Parti ait pu se mobiliser dans cette campagne commune.

(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Sutra, Hérault, ensuite Pierre Bérégovoy.

### **Georges Sutra**

Mes chers camarades, je suis chargé par ma fédération de vous dire que nous avons trouvé ce rapport extrêmement constructif et s'élevant au-dessus des polémiques, alors que compte tenu des délais de rédaction, d'interprétation et de diffusion, il était évident qu'il avait été conçu et rédigé dans une période beaucoup moins calme, beaucoup moins sereine que celle à laquelle nous l'avons reçu pour l'étudier.

Il répond à la situation d'aujourd'hui, donc, comme le rapport présenté au Congrès de Pau, il a su prévoir l'événement et il a sûrement participé à infléchir l'événement dans le sens qui est celui que souhaite le Parti Socialiste.

Il manque toutefois à ce rapport, à notre avis, un éclairage que je dirai planétaire, bien que les explications que Lionel Jospin nous a données tout à l'heure corrigent un peu le texte sur ce point. Certes la politique internationale y est traitée, soit pour étudier nos différences d'avec nos partenaires Communistes, soit pour étudier ce que nous pourrions faire en commun lorsque nous serons au pouvoir. Eh bien il manque une dimension, c'est celle que j'appellerai de la présence de l'opposition française sur la scène mondiale.

De même que le Parti Socialiste, sans avoir gagné les élections présidentielles l'année dernière, est présent dans les luttes auprès des travailleurs de notre pays - et c'est une des formes de la pratique de l'union de la Gauche - de même il est une présence et une pratique unitaire qui n'attend pas que nous dirigions le gouvernement du pays au niveau de la lutte mondiale pour le Socialisme.

Nous sommes tous heureux aujourd'hui de voir que l'union de la Gauche a réussi à enlever la majorité au Portugal. Constatons pour le moins que cela est dû à une exceptionnelle poussée du Parti Socialiste, et constatons aussi qu'il y a presque un an, ce Parti qui était très petit, dès l'abolition du fascisme a tenu son premier très grand meeting, en présence d'une délégation du Parti Socialiste et avec la participation de notre Premier secrétaire. Notre Parti a donc fait ce qu'il pouvait de ce côté là.

Bien sûr, on ne gagne pas à tous les coups, et la présence d'une délégation du Parti Socialiste dans le Chili de l'unité populaire n'a pas épargné le désastre. Mais qui fait ce qu'il peut fait ce qu'il doit. Il y a deux mois, jour pour jour, l'union de la Gauche était menacée d'éclatement au Japon, et les choses étant ce qu'elles sont, comme on dit, c'est au Parti Socialiste de France qu'on a fait appel pour arriver à arranger les choses et à conserver une direction de l'union de la Gauche à la ville la plus importante du monde !

Enfin, la semaine dernière, les contacts pris entre le Parti Communiste de l'Union soviétique et le Parti Socialiste Français prouvent que notre Parti est à

l'avant-garde de l'union entre les Communistes et les Socialistes du monde. Par son action constante au sein de l'Internationale Socialiste, il est clair que notre Parti fait ce qu'il peut pour faire avancer l'ensemble des forces Socialistes dans ce sens, et tout particulièrement on peut dire qu'à l'heure actuelle les choses sont bien avancées pour ce qui concerne au moins l'Europe du Sud.

Alors il faut être très clair. Nous constatons en général chez ceux qui nous regardent, qui regardent notre action les observateurs politiques, nos partenaires, et parfois nous-mêmes, une incapacité à imaginer autre chose que du déjà vu. Et pourtant, entre le Communisme et la Social Démocratie, il y aura une autre voie, c'est la voie du Socialisme démocratique, et cela ne se fera pas dans un seul pays, pour cela je crois qu'il faut ajouter au rapport de Lionel Jospin cet éclairage planétaire.

Il faut avoir en soi une part d'utopie suffisante pour oser l'espérer, l'imaginer, et là disons-le très clairement, sans forfanterie ni modestie, c'est la vérité, comme la liberté qui est révolutionnaire.

(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Pierre Bérégovoy pour 15 minutes. Ensuite Gouyet, Isère.

### **Pierre Bérégovoy**

Camarades, dans ce débat d'aujourd'hui ouvert par le remarquable rapport de Jospin, qui nous présente une analyse et qui nous offre une conclusion, qui est naturellement ouverte et qui doit être tranchée par la Commission des résolutions en fonction des débats intervenus dans les fédérations, se mêlent intimement deux questions : 1° le débat théorique entre Socialistes et Communistes, et d'autre part la pratique de l'unité, et nous savons tous que c'est par le débat et par la pratique que nous avons réussi à avancer depuis des décades.

Il faut par conséquent voir ce qui s'est passé, et voir ce qui est en train de se dérouler devant nous.

J'ai eu l'occasion au mois de juillet de remplacer Gérard Jaquet, et avec d'autres camarades de m'entretenir avec la délégation du Parti Communiste au sein du Comité de liaison, de l'état actuel des forces de Gauche au lendemain des présidentielles.

J'ai encore en mémoire certains propos tenus par les responsables Communistes, qui considéraient qu'au lendemain des présidentielles, dans les conditions historiques de la France, disaient-ils, non seulement les forces de Gauche pouvaient arriver au pouvoir ensemble, mais pouvaient faire beaucoup plus.

Ces propos se tenaient début juillet.

Alors comment expliquer ce qui s'est passé ensuite, qui était à tout le moins un tournant tactique sinon une remise en cause stratégique ?

On l'a déjà dit, mais il faut le répéter car cela ouvre une question de fond. Deux problèmes en effet pouvaient expliquer l'évolution du Parti Communiste : 1° la poussée du Parti Socialiste aux élections partielles, avec un léger recul de

l'influence électorale du Parti Communiste, 2° une aggravation de la crise du capitalisme, avec une analyse qui pouvait être différente quant aux conditions de l'accès au pouvoir de la Gauche en France.

De ce point de vue, il faut que les choses soient très claires, les Socialistes n'avaient pas changé entre le mois de juillet et le mois d'octobre, notre analyse de la crise était la même, nos propositions étaient les mêmes, le programme commun restait, la réponse que nous proposons à l'aggravation de la crise du capitalisme, étant entendu qu'en ce qui concerne les réformes de structure, non seulement l'aggravation de la crise les justifiait, mais elle en vérifiait la nécessité. La planification, les nationalisations, les forces nouvelles d'intervention des travailleurs dans la vie économique et sociale, tout cela était rendu plus actuel encore par l'aggravation de la crise.

En ce qui concerne les problèmes sociaux, rien n'était modifié, sinon une actualisation qui faisait dire qu'en ce qui concerne ces problèmes, l'aggravation de la crise, dans la mesure où les catégories sociales les plus défavorisées étaient les plus atteintes, exigeait un effort de justice plus grand à l'égard de ces catégories.

Alors nous nous sommes posé la question de savoir si le Parti Communiste, tout en rappelant que le programme commun était d'actualité, ne faisait pas de l'aggravation de la crise une interrogation quant aux conditions où il serait amené à prendre le pouvoir avec ses partenaires, et cette question aujourd'hui a été posée publiquement. Il appartient au Parti Communiste d'y apporter une réponse.

Nous avons dit à nos interlocuteurs Communistes à plusieurs reprises que le programme commun n'était pas la propriété du Parti Socialiste, mais qu'il n'était pas plus la propriété du Parti Communiste ou du Mouvement des Radicaux de Gauche. C'est notre propriété commune. Nous avons dit et répété que les meilleurs garants de l'application du programme commun de gouvernement de la Gauche, ce n'était ni le Parti Socialiste, ni le Parti Communiste, ni le Mouvement des Radicaux de Gauche, mais l'alliance des trois partis fondés sur un contrat dont le peuple est finalement le meilleur garant de son exécution.

Alors nous avons gardé notre sang-froid, et nous constatons aujourd'hui que nous avons fait confiance aux travailleurs pour exiger l'union des forces de Gauche, à un moment où celle-ci était atteinte, et à un moment où l'atteinte à la crédibilité du programme commun et de l'Union des forces de Gauche faisait le jeu de Giscard d'Estaing et de la majorité au pouvoir.

C'est pourquoi, si nous avons récusé toute rencontre au sommet tant que la polémique durait, nous avons proposé des actions communes à la base dès le Congrès de Pau. C'est le mandat que j'avais reçu du Bureau exécutif, et c'est ce mandat que nous avons rempli. Des actions communes de la base ont eu lieu, elles n'ont pas été aussi fréquentes à la base que nous l'aurions souhaité. A nos propositions d'actions à la base, de multiples initiatives, de multiples réunions sur le terrain des entreprises et des localités, le Parti Communiste a fait la proposition de rencontres départementales. Nous avons accepté cela dans

l'intérêt de l'unité, mais nous considérons encore aujourd'hui qu'il faudrait que sur le terrain, où la lutte doit se situer face au pouvoir du grand patronat et du gouvernement, puissent s'élargir les actions à la base, actions pour dénoncer les effets de la crise, actions pour dénoncer la politique du chômage, actions pour exiger une relance de la consommation populaire, et pour contraindre le pouvoir à reculer sur ce terrain.

Mais au point où nous en sommes arrivés, l'offre publique de discussion mentionnée dans le rapport de Lionel Jospin doit sans doute être éclairée et de ce point de vue la fédération du Nord a examiné les éventualités possibles.

S'agit-il d'enrichir le programme commun ? Au regard des conséquences de la crise, au regard des problèmes qui se posent à l'Europe, nous répondons positivement. Il faudra actualiser le programme commun, le moment venu. S'agit-il au contraire de s'enfermer dans un débat idéologique aux contours indéfinis ? Nous ne le pensons pas.

Nous savons bien que le débat théorique doit être public entre Socialistes et Communistes. Nous sommes Socialistes, ils sont Communistes, nous devons comme le Parti Communiste affirmer notre personnalité et affirmer notre finalité. Le débat théorique, il ne s'agit donc pas pour nous de le fuir, mais de l'impulser et de l'impulser naturellement publiquement.

Nous disons simplement que ce débat théorique doit exclure, pour être sincère, faux propos et mauvaises querelles, mais nous savons bien qu'il est indispensable. Il est indispensable pour une raison très simple, c'est que le programme commun de gouvernement et l'union que nous avons réalisée n'ont pas effacé non seulement les divergences historiques que l'histoire nous a léguées, mais n'ont pas effacé les visions différentes de l'avenir que les Communistes ont légitimement et que nous avons.

Sur le terrain de la société à construire, il est clair que les visions sont différentes. Pourquoi le cacher ? Pourquoi ne pas affirmer publiquement ce qui nous sépare les uns des autres. A condition que cela se fasse sur un ton et dans un esprit qui ne compromettent pas l'union déjà réalisée.

Par conséquent nous ne croyons pas nécessaire un débat idéologique au sommet, nous croyons au contraire utile et souhaitable que notre Parti, dont les perspectives ont déjà été enrichies au cours de ces dernières années, et notamment par les assises du Socialisme, dont les perspectives seront demain encore enrichies par la Convention sur l'autogestion, affirme plus que jamais sa propre personnalité.

Nous préférons quant à nous cette affirmation à tout débat mal préparé qui ne pourrait pas aboutir à des conclusions concrètes, et qui finalement déformerait ce que nous avons déjà décidé de faire ensemble. D'ailleurs tout cela va naturellement dans le sens de l'émulation et de la compétition nécessaires entre partis de Gauche.

A partir du moment où le pluralisme est accepté par les uns et par les autres, à partir du moment où il peut être la règle non seulement à l'étape historique où nous sommes, mais dans la perspective de construction du Socialisme, il faut bien que face à l'opinion publique, face aux travailleurs, les deux convictions,

qui sont profondes chez les uns et les autres, s'affirment.

Mais de ce point de vue, et je reviens à ma première considération, nous avons le droit de poser au Parti Communiste une question. L'acceptation du pluralisme ne doit pas seulement être une affirmation théorique, elle doit se traduire dans la pratique, elle a des conclusions pratiques.

J'ai entendu des Communistes nous dire : quand un électeur Communiste vote Socialiste, cela nous pose des problèmes.

Si cela pose des problèmes au regard de la propagande Communiste, du dynamisme Communiste, nous les comprenons. Mais si cela pose des problèmes par rapport à l'acceptation du libre choix qui doit être celui de tous les citoyens, face aux options qui lui sont proposées par le Parti Socialiste et le Parti Communiste, alors je dis là que cette interprétation serait singulièrement dangereuse !

L'acceptation du pluralisme, c'est qu'à tout moment les travailleurs, les citoyens puissent choisir entre d'abord les forces de Gauche et les autres, et à l'intérieur des forces de Gauche, entre les positions exprimées par les uns et les positions exprimées par les autres, dans le cadre de l'unité que nous avons réalisée, et sur la base du programme commun que nous avons signé. Nous présentons aux élections des candidatures séparées, et lorsque le Parti Socialiste dans le passé a envisagé l'éventualité de candidatures communes, au premier tour législatif, rappelez-vous la réponse qui nous a été faite. Donc l'acceptation du pluralisme doit entraîner l'acceptation des décisions qui sont celles du suffrage universel, l'acceptation de ces décisions qui est pour nous la règle et le principe de nos rapports au sein de l'union de la Gauche.

Alors à partir de là, si on accepte le débat public, et si l'on récuse un débat idéologique au sommet, c'est naturellement en revenant à la pratique des actions communes à la base, en les développant, en les enrichissant, contre tous les effets de la politique gouvernementale, à partir d'une analyse commune et de propositions d'actions, que nous pouvons de la manière la plus réaliste enrichir notre union, affirmer notre capacité à nous battre ensemble, et à nous battre ensemble en permanence, sur tous les terrains de lutte, avec naturellement nos propres campagnes, mais en faisant en sorte qu'il n'y ait pas juxtaposition d'une campagne sur l'autre, comme on a pu le regretter au moment du lancement de la campagne décidée par le Comité de liaison.

Cela veut dire que l'unité d'action à la base doit dissiper les méfiances, et affirmer dans le respect de nos personnalités notre capacité à proposer une politique de rechange à celle menée actuellement par le gouvernement, politique de rechange qui dans notre esprit ne peut être que celle du programme commun de gouvernement qui a reçu la sanction que vous savez en 1973 et en 1974.

Alors débat public, actions communes à la base, enrichissement de l'union déjà réalisée, devraient rendre possible une rencontre utile au sommet permettant d'avancer plus loin et plus profondément dans la voie de l'union. Voilà ce que nous voulions dire.

En disant cela, nous avons le sentiment de répondre aux aspirations populaires. Beaucoup de militants syndicalistes qui se battent aujourd'hui contre le pouvoir

du grand patronat et du gouvernement nous ont dit que la polémique injustement ouverte contre notre Parti avait affaibli la combativité ouvrière dans la mesure où lui manquait une perspective. En nous plaçant sur le terrain des actions communes à la base, nous renforçons cette union et nous élargissons la perspective.

(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Gouyet, Isère, pour 7 minutes, ensuite Sarre, vingt minutes.

## **Guy Gouyet**

Mes camarades, en tant que militant syndicaliste et Socialiste, je voudrais faire quelques réflexions. Il me semble que l'existence des partis Communistes comme des partis Socialistes, c'est le fruit de l'histoire et des réalités. Les camarades l'ont dit mieux que moi. Donc, je passe là-dessus.

Mais il me semble qu'une des premières différences avec le Parti Communiste, c'est qu'il a fait finalement un dogme d'une position conjoncturelle, à un moment donné, concernant le Parti avant garde de la classe ouvrière, et il me semble que c'est à travers les réalités d'aujourd'hui, à travers l'évolution technique, à travers l'évolution économique, à travers l'évolution sociologique qu'il faut s'interroger, à savoir si oui ou non l'existence des partis Communistes et des partis Socialistes correspond ou non à deux formes de Socialisme, une forme de Socialisme plus centralisée pour le Parti Communiste, une forme de Socialisme autogestionnaire pour le Parti Socialiste, et s'interroger si oui ou non, ces deux formes de Socialisme sont bien le fruit de la lutte de classe le fruit de la réflexion des travailleurs dans la lutte de classe, ou bien l'invention d'intellectuels.

Il me semble que la forme de Socialisme plus centralisée - et ce n'est pas un jugement moral - était une réponse à des pays peu développés, avec une classe ouvrière qui était très faible en quantité, à un niveau culturel très bas. Il est évident que, dans ces pays, l'existence d'une avant-garde était peut-être une réalité indispensable. Il est non moins évident que le développement des forces productives était quelque chose d'important, d'essentiel. On peut s'interroger si le Socialisme autogestionnaire n'est pas une réponse plus adaptée à des pays plus industriels, avec un niveau d'éducation plus élevé, une classe ouvrière plus importante en quantité, mais qui a aussi su forger ses outils de lutte, qu'il s'agisse des syndicats et des partis, et j'ai bien dit des syndicats et des partis, mais aussi un potentiel technique plus important, une possibilité de décision collective, parce qu'il existe des moyens d'information et des capacités techniques.

Il me semble qu'on est bien là devant deux expressions politiques des travailleurs et en tant que militant Socialiste et syndicaliste, je refuse la thèse du Parti Communiste, qui veut considérer le Parti Socialiste comme un parti des classes moyennes ; je ne me sens pas du tout faisant partie de la classe moyenne, ni voulant être utilisé par la classe moyenne, parce que je suis un travailleur, et

je refuse de laisser dire que le Parti Communiste est le seul parti de la classe ouvrière, que c'est l'avant-garde de la classe ouvrière, et qu'il a, de ce fait, un rôle dominant dans l'avancée vers le Socialisme.

Il me semble - et là, le Parti Socialiste a été très clair - il me semble que la stratégie d'union de la Gauche est une stratégie irréversible, qu'elle est non seulement une stratégie irréversible, mais qu'elle est la réponse moderne au problème français pour sortir du capitalisme actuel. C'est bien une alliance de combat et là, je suis d'accord avec Georges Marchais, c'est une alliance de combat entre les forces populaires qui passe obligatoirement par la lutte sociale, mais aussi par la prise du pouvoir, qu'il s'agisse de la prise du pouvoir politique ou de la prise du pouvoir économique. Il me semble qu'on ne peut pas se borner à voir dans la prise du pouvoir uniquement la prise du pouvoir politique, qu'il s'agisse d'institutions ou de l'appareil d'Etat, c'est bien sur une condition indispensable, mais si on ne lie pas constamment la prise du pouvoir politique, la prise du pouvoir économique, le changement des rapports sociaux, même si on le fait au nom du Socialisme autogestionnaire, on aboutira inévitablement à un Socialisme autoritaire, et quand on s'en apercevra, il sera trop tard.

Il me semble, et ce sera ma conclusion, que, pour que dans la discussion avec le Parti Communiste, cette discussion soit plus facile, il y a un certain nombre de conditions posées au Parti Socialiste, et il me semble que c'est au Parti à y répondre. Cette conclusion, c'est d'abord peut-être de re-préciser un peu plus notre stratégie de prise du pouvoir. Là, je pense qu'on a un travail important à faire, mais c'est aussi sur le terrain, car par rapport au Parti Communiste, ce qui est important, ce ne sont pas les textes et les discours, c'est le terrain, c'est d'essayer de faire sur le terrain un effort pour que les électeurs du Parti Socialiste, pour que les adhérents du Parti Socialiste soient plus engagés dans l'action et dans la lutte de classe.

Il me semble qu'il y a aussi un effort pour le Parti, pour essayer que les structures soient non seulement des structures d'action, mais des structures de réflexion. Dans la mesure où on fait cela, il est évident qu'on pourra non seulement faire plus d'unité d'action avec le Parti Communiste, mais peut-être engager un peu plus des discussions de fond.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Sarre, pour vingt minutes, ensuite Roland Monnet, de l'Ain, pour six minutes.

## **Georges Sarre**

Camarades, je voudrais essayer de construire mon intervention en deux parties, la première touchant directement à ce qui nous réunit, c'est-à-dire les relations entre les Socialistes et les Communistes, la deuxième concernant un témoignage en vous disant comment au Portugal, par exemple, les problèmes concrets de la transition se posent.

Disons qu'à l'origine, cette Convention devait marquer un temps fort de la vie de notre Parti. Il s'agissait d'élaborer un document susceptible de faire date. Or,

constatons-le, les militants n'ont pas été vraiment passionnés par la préparation de cette journée. Pourtant, il est essentiel que nous mettions à profit cette rencontre. C'est une nécessité car le Socialisme français peut remporter dans les années qui viennent une victoire décisive.

Pour enlever cette bataille, deux conditions doivent être remplies. La construction d'un puissant Parti Socialiste de masse, de classe ; nous y oeuvrons ; et l'union des forces de Gauche, sur la base d'un programme commun de gouvernement recueillant, rassemblant des convergences nouvelles.

Mais notre objectif ne se réduit pas à l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Les réformes prévues par le programme commun de gouvernement en visent pas à améliorer le système, mais à ouvrir la voie au Socialisme. Dans ces conditions, sous peine d'improviser et de laisser faire ou de renoncer, les Socialistes ont l'obligation d'affirmer une conception originale de la transition au Socialisme.

Le rapport soumis au Parti est un document intéressant, mais qui mérite certainement d'être amendé. Pourquoi, par exemple, ne pas dresser, plus d'un demi-siècle après le Congrès de Tours, le bilan des erreurs, des échecs, de l'impuissance ? Les heures heureuses ont été rares. La division des Socialistes et des Communistes a permis le règne sans partage de la Droite. Les Communistes n'ont pas fait la révolution. Les Socialistes en ont parlé, mais ont géré le capitalisme non sans apporter un relatif bien-être. A Tours, personne n'a eu raison. Historiquement, les bolcheviks portent la responsabilité de la scission, et si Léon Blum, dans son discours, a su prédire les déviations que l'histoire s'est d'ailleurs empressée de vérifier, les Socialistes n'ont pas eu une conception juste de la transition au Socialisme, ne se sont pas dotés d'une pratique et d'une organisation rompant avec la démarche social-démocrate d'avant la première guerre mondiale.

A cet égard, le Congrès d'Epinay ouvre une autre période. Le Parti Socialiste de maintenant ne se confond pas avec les précédents. Ses racines plongent dans un passé ancien ou récent, mais nous sommes autrement, nous sommes différents. Ni organisation social-démocrate. Ni organisation bolchevique. Bâtitsons le Parti pour l'autogestion.

En effet, la tâche de l'heure reste la construction de ce Parti. Les erreurs des décennies écoulées ne relèvent pas de la faiblesse des hommes. Les anciens, ceux de 1920... (mouvements)... ceux de 36 ou de 45, valaient largement ceux de 1975. Alors pourquoi ? C'est tout le débat de cette Convention et de celle qui traitera de l'autogestion.

Notre réponse tient en deux mots indissociables : unité, autogestion.

L'union de la Gauche depuis 1965 est passée par trois phases successives. De 1965 à 1972, l'unité reste largement une affaire d'appareil avec des hauts et des bas. Celle-ci ne dépasse pas le plan électoral, mais elle conserve un effet mobilisateur extraordinaire. Avec la signature du programme commun de gouvernement, la Gauche semble sortir de l'ornière. Les perspectives à moyen terme existent. Beaucoup qui voyaient l'union de la Gauche se chercher dans les années précédentes, et qui militaient pour sa réalisation, pensaient qu'elle se trouvait à ce moment sur une forme permanente. Pourtant, les relations entre les

Socialistes et les Communistes, il y a quelques semaines, devraient conduire au moins à nuancer l'opinion selon laquelle l'union de la Gauche aurait dû rester semblable à ce qu'elle était avant mai 74 et qu'il conviendrait d'y revenir. C'est une chimère. Nous ne retrouverons plus les mêmes conditions. Il apparaît, en effet, que l'union dans la période 72/74 tirait ses caractères généraux d'une perspective qui commandait tout le reste, l'arrivée possible de la Gauche au pouvoir, et cela rapidement. Cette éventualité imposait des contraintes aux deux partenaires. Rien ne devait nuire au succès commun.

Nous mesurons mieux aujourd'hui que cette relative réserve camouflait des ambiguïtés réelles. Les caractères de la période actuelle sont différents de la précédente, à plus d'un titre. D'abord, parce que la crise économique et sociale du capitalisme mondial développe ses effets avec une intensité renforcée depuis quelques mois. Ensuite, parce que les échéances électorales sont éloignées et qu'ainsi, de part et d'autre, la modération ne prime plus le reste.

La remise en question à travers la polémique par les Communistes de l'unité seconde manière pose aux Socialistes la nécessité d'une meilleure définition de leur position, d'une double façon.

En effet, si le problème de l'existence de l'union n'est pas de saison, le contenu de l'union mérite d'être soulevé et cela, dans un contexte non directement électoral. Cette situation pousse le Parti Socialiste à définir une ligne d'action autonome dans le cadre de l'union de la Gauche.

Maintenant, le Parti doit adopter une ligne de rupture visant à conduire la crise vers une issue permettant de profonds changements de société. La ligne de rupture est celle dont le Parti se réclame depuis Epinay, mais jusqu'à présent, l'existence de l'union, seconde manière, masquait la faiblesse et le manque de réflexion sur une ligne propre du Parti Socialiste, pleinement assurée dans la pratique par l'ensemble du Parti.

Ce choix exige la poursuite de la transformation de notre organisation, sans laquelle l'union n'aurait que le sens que veut bien lui accorder le Parti Communiste. Trop souvent, encore, nous manquons d'initiative et de présence militante dans les luttes. Les militants s'interrogent sur leur rôle quand il n'y a pas d'élections et que, de surcroît, l'union franchit une passe difficile.

Comme à Epinay, il revient à notre Parti de susciter et de hâter les conditions d'une étape dans l'union de la Gauche, en unissant la dynamique unitaire et la dynamique autogestionnaire.

Le problème central de l'unité, c'est l'autogestion ; le problème central de l'autogestion, c'est l'unité.

Contrairement aux idées souvent répandues, l'unité, l'autogestion ne s'opposent pas, mais se complètent. Sans unité, il n'y aura pas de conquête du pouvoir d'Etat, pas de nationalisation, pas de mouvement d'en haut, c'est-à-dire action gouvernementale, pas de mouvement d'en bas, le mouvement des masses, par processus autogestionnaire. L'autogestion, en dehors d'une stratégie unitaire, n'est que bavardages sur la société à construire, ce qui facilite dans le présent bien des accommodements. Mais l'unité de la Gauche, qui ne remet pas en cause autrement que dans les textes le schéma classique, figé, d'un processus

révolutionnaire, tel qu'il était programmé par les Communistes depuis cinquante ans, revient à laisser au seul Parti Communiste français le soin de décider quand, comment, les opérations s'engageront.

C'est sur le terrain et non pas par des débats académiques qu'on parviendra à une troisième étape de l'unité. La lutte pour le contrôle doit être notre mot d'ordre, pour approfondir l'axe autogestionnaire, transformer qualitativement l'union, construire le Parti. Aujourd'hui, les Socialistes et les Communistes ont en commun un programme. Pour la première fois, la Gauche dans notre pays possède un instrument pour la lutte des classes, c'est une grande chance. Mais il faut savoir aller plus loin et travailler à la réalisation de convergences qui permettront d'adapter au mouvement, d'ouvrir la voie au Socialisme, une ligne politique cohérente et commune aux formations de l'unité populaire.

Aujourd'hui, au Portugal, le problème de la transition se pose et quand on arrive dans ce pays, ce qui frappe tout de suite, c'est la fête, la couleur, un peuple fier qui redresse la tête.

Et pour vous livrer quelques-unes de mes impressions, je vous dirai que là-bas, le pouvoir, il est où ?...

Dans la salle - Par terre !

Georges Sarre - Eh bien ! Camarades, il est dans les mains des forces armées, le M.F.A. Et qu'est-ce que le M.F.A. ? Il ne s'agit pas de camarades plus anciens que ceux que vous avez connus en tant que militaires dans vos casernes, soit avant 14 ou 39, ou bien les Godard, les Argoud et quelques autres... (mouvements divers)... Le mouvement des forces armées est composé d'hommes qui auraient pu, s'ils avaient été Français, être militants de la fédération de la F.E.N., de l'Education nationale, c'est-à-dire du S.N.E.S. ou du S.N.E.S.U.P. (mouvements divers)... Il y a au sein du mouvement des forces armées de nombreux intellectuels. Il faut que vous sachiez, camarades, que ce n'est pas en refusant de m'écouter que vous connaîtrez mieux la situation au Portugal... (mouvements divers)... Je vous dis que, là-bas, se déroule un processus révolutionnaire, qu'il y a deux dynamiques, une dynamique militaire et une dynamique populaire, et que, depuis le départ du Général Spinola et la nationalisation des banques, le pouvoir des monopoles est décapité.

Maintenant, le Portugal cherche l'établissement d'un nouveau pouvoir démocratique, dont le noyau est constitué, même si cela déplaît à quelques-uns ici, par le M.F.A. A des degrés divers, en effet, les éléments de l'appareil d'état, police, administration locale, enseignement, se désagrègent. Il en est de même à l'intérieur des entreprises où les directions, le plus souvent, ne voient de salut que dans la fuite. Dans tous les centres de pouvoir, les représentants de l'ancien système qui s'étaient maintenus sous Spinola sont de plus en plus paralysés ou même éliminés. Les conditions sont ainsi créées pour un passage rapide au Socialisme. L'appropriation des moyens de production se développe devant la carence ou la disparition du patronat. Les embryons du nouveau pouvoir commencent à apparaître autour du mouvement des forces armées. Le leg du

fascisme est lourd : arriération dans les campagnes, industrialisation insuffisante, secteurs non directement productifs exagérément développés, pour remporter la bataille économique, il faut restructurer l'économie et on ne peut réaliser celle-ci qu'en s'engageant plus avant dans la voie du Socialisme. C'est ce que nous devons retenir. Nous devons marquer notre solidarité.

Comment se pose le problème du pouvoir au Portugal ? Cela suppose que le nouveau pouvoir dont l'embryon, comme je le disais, est au sein des forces armées, se structure et s'organise rapidement, ce qui implique qu'à côté des militaires qui, en liaison avec le M.F.A., constituent une coalition cohérente des forces politiques pour appuyer le mouvement des forces armées, aient préparé progressivement la prise en main du pouvoir par les travailleurs.

La question est de savoir quel sera le rôle des Socialistes dans cette coalition et nous pensons que l'orientation du processus portugais dans une voie pacifique et autogestionnaire dépend de la place des forces Socialistes. Ayant marqué et affirmé son importance, le Parti Socialiste Portugais y parviendra s'il sait placer des perspectives Socialistes, tracer la voie, et s'engager à fond dans le mouvement qui porte le Portugal vers le Socialisme. Il ne suffit pas, camarades, entre nous d'être d'accord sur les textes mais, quand l'heure arrive, de passer au Socialisme, il faut que tous ensemble nous répondions présents et que nous soyons debout !

(Applaudissements)

Le président - Merci, Sarre, de t'être tenu dans ton temps. Avant de donner la parole à Roland Monnet, je vais vous faire une communication : les délégués des fédérations sont priés de bien vouloir faire connaître à Christiane Mora, qui est dans cette salle, les nom et adresse du camarade de chaque fédération chargé de l'environnement. Ceux qui ne l'ont pas encore fait voudront bien s'acquitter de cette mission.

La parole est à Roland Monnet, Ain, pour 6 minutes, ensuite à Jean Rous.

## **Roland Monnet**

Chers camarades, mon intervention n'aura pas un caractère théorique ; je refléterai tout simplement les débats qui ont eu lieu dans l'Ain.

En effet, notre Convention fédérale de l'Ain s'est réunie et j'ai à dire ceci :

1°) sur le rapport écrit, notre Convention fédérale a regretté que ce rapport, très bon au niveau de l'information des militants, vienne un peu tard et n'ait pas été distribué à l'ensemble des adhérents. Notre fédération souhaite que, pour la Convention nationale relative à l'autogestion, les modalités retenues soient plus conformes à la nécessité d'informer l'ensemble des militants du Parti Socialiste. (quelques applaudissements)

2°) sur les relations Parti Communiste/Parti Socialiste dans l'Ain, il est clair, chers camarades, que la situation s'est quelque peu détériorée depuis quelque temps, à preuve le meeting commun sur les problèmes de l'emploi qui s'est tenu à Bourg-en-Bresse le 11 avril dernier. Alors que, dans le passé, tout se déroulait dans un excellent climat unitaire, c'est-à-dire dans un climat où chacun parlait

du sujet à traiter, eh bien, ce jour-là, changement de décor : le Parti Communiste est arrivé avec ses affiches, ses banderoles, ses slogans, sa claque, et dans le discours du Secrétaire fédéral du Parti Communiste, il était très peu question de l'emploi, mais au contraire beaucoup plus du rôle du Parti Communiste en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière et des travailleurs ! Ce changement d'attitude nous semble dommage et nous l'avons dit à nos camarades Communistes, d'autant que si certaines de nos sections cantonales conservent de bonnes relations avec le Parti Communiste, il n'en va pas de même pour d'autres, et loin de là.

En conclusion de nos débats dans l'Ain, notre Convention fédérale soutient à fond l'idée d'union de la Gauche sur la base du programme commun ainsi que l'idée de rupture avec le capitalisme. Tout doit être fait pour conserver l'unité en proposant des actions à tous niveaux. Cela dit, chers camarades, nous estimons que nous devons nous affirmer en tant que Socialistes, car nous sommes les Socialistes, fiers de l'être et sûrs de l'être.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Le président - La parole à Jean Rous pour 7 minutes, ensuite François Dupuy, Dordogne, 7 minutes.

### **Jean Rous**

Camarades, permettez-moi dans ces quelques minutes de porter d'abord, comme on dit, un témoignage et, en second lieu, de faire une réflexion.

Le témoignage, en tant que vieux militant, est celui qui consiste à reconnaître que le Socialisme s'est vraiment renouvelé, et de la manière la plus heureuse.

J'ai assisté, dans le passé, à des Conventions qui traitaient des rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste...

Le président - Excuse-moi une seconde... Je voudrais demander aux camarades qui sont dans le fond de la salle et qui tiennent des conversations de bien vouloir ou bien s'asseoir ou bien sortir ! Notre Convention a eu jusqu'ici une tenue parfaite et je pense qu'il ne sera pas difficile qu'elle continue à l'avoir jusqu'à la fin de cette séance.

(Applaudissements)

Jean Rous - Chers camarades, je disais qu'il m'était arrivé d'assister à des Conventions - bien que je n'aie pas toujours été fidèle à la S.F.I.O., j'en ai été parfois un des membres, et même du Comité directeur - et je me souviens qu'en 1947 j'avais assisté et participé à une Convention qui traitait du même sujet...

Dans la salle - Un Conseil national.

Jean Rous - ... cela s'appelait un Conseil national.

Eh bien, ce Conseil a abouti à l'époque à la rupture pour vingt ans entre le Parti

Communiste et le Parti Socialiste, à l'expulsion des Communistes du pouvoir et à l'excommunication de la social-démocratie par le Kominform.

Pourquoi ? Parce qu'à l'époque ne s'affrontaient pas, comme aujourd'hui, un Parti Socialiste renouvelé et un parti Communiste en voie de déstalinisation, mais un Parti Socialiste fidèle aux conceptions social-démocrates de la collaboration de classes et de l'anticommunisme et un Communisme fidèle au stalinisme et qui, dans les pays de l'Est, persécutait jusqu'à la potence, jusqu'à la mort, des Socialistes qualifiés de socio-démocrates !

Par conséquent, je pense que cette réflexion peut servir de fil conducteur à notre débat et que nous pourrions dire que, plus le Socialisme est renouvelé, plus il passe de la social-démocratie traditionnelle à un Socialisme comme le nôtre, autogestionnaire et démocratique, plus un Communisme est également renouvelé, partiellement hélas, comme l'est le Parti Communiste français - mais commence avec Ellenstein, à reconnaître la réalité du rapport Khrouchtchev, établit une coupure entre stalinisme et léninisme, nous apprend que le stalinisme est la forme peut-être la plus radicale de l'anticommuniste - et plus la voie de l'unité est ouverte.

Je veux prendre quelques preuves.

La première, il m'a été donné de la vivre à la veille des assises du Socialisme. J'étais allé en Yougoslavie ; j'ai interviewé pour "Le Monde" le théoricien principal de l'autogestion yougoslave, Kardelj, un des fondateurs du Communisme yougoslave. Quelle a été sa réaction devant le projet autogestionnaire du Parti Socialiste français ? Une réaction d'encouragement et d'approbation. Par conséquent, il y a unité, et pas seulement unité d'action, entre les conceptions du Socialisme français et du Communiste yougoslave autogestionnaire, même s'il subsiste des divergences. Je dois dire que devant cette unité spectaculaire, la réaction du Parti Communiste français, et je la comprends, n'a pas été très favorable.

Seconde preuve : j'ai assisté à un colloque du Parti Communiste Italien - en même temps qu'avec le Parti Socialiste Italien- à Spolète, cet été dernier. Quelle était la réaction des dirigeants Communistes italiens devant le renouveau de notre propre Parti ? C'était une réaction de sympathie et d'approbation, Ils m'ont dit : "Pour nous, le pluralisme entre le Socialisme français, comme le vôtre, et un Communisme, comme le nôtre, n'est pas un pluralisme où nous essayons de vous diriger, c'est un pluralisme à égalité absolue." Par conséquent, je dois dire que plus nous sommes vraiment Socialistes, moins ils sont staliniens, plus l'unité est grande.

S'il y a des difficultés au Portugal, bien que je ne veuille pas dire que le Parti Communiste Portugais est entièrement stalinien, c'est parce qu'il est dirigé par des hommes qui ont approuvé les deux "coups" de Prague, en 1948 et en 1968 !

En revanche, en France, sans entrer dans une analyse trop précise - elle a d'ailleurs été remarquablement faite par Jospin - si je prends le premier exemple qui me tombe sous la main, celui d'aujourd'hui, eh bien ! En lisant dans "Le Monde" "Les cahiers du Communisme" vous verrez que nos camarades Communistes français, des progrès desquels nous nous réjouissons dans la voie

de l'unité de la Gauche et de la démocratie, ont encore une conception que je qualifierai d'autoritaire du pluralisme. Ils conçoivent un pluralisme dirigé par le Parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire par eux !

Dans ces conditions, que faire, en conclusion ?

En conclusion, je crois que quelles que soient les évolutions tactiques et idéologiques du Parti Communiste français, nous devons poursuivre avec lui la stratégie de l'unité d'action. Cette stratégie est payante, elle est une loi de la lutte de classes et elle est nécessaire, quelles que soient les divergences idéologiques. Mais je crois qu'en même temps nous devons poursuivre, non pas le débat idéologique avec le Parti Communiste - il ne s'agit pas d'un débat idéologique qui, en l'état actuel, aboutirait à une impasse - mais l'offensive idéologique sur tous les terrains de la formation, de la stratégie, de la propagande et de l'action, pour développer, parallèlement à l'unité de la Gauche, notre conception d'un Socialisme démocratique et autogestionnaire.

C'est ce que font les Communistes ; ils sont unis à nous mais, en même temps, ils nous exposent leurs conceptions. Nous devons répondre à cette stratégie en employant la même stratégie.

Enfin, je dirai, comme notre ami Gérard Jaquet, que le comportement et la cohésion du Parti dans cette action sont essentiels. Je ne veux chercher de querelle à personne, mais je crois que si rivalité il y a entre nous, cette rivalité doit consister à prouver qu'entre nous le maximum de liberté dans la discussion est compatible avec le maximum d'organisation et d'homogénéité dans l'action ; les Communistes nous ont enseigné les vertus de l'organisation ; nous ne sommes pas pour une organisation totalitaire, nous voulons une organisation démocratique, mais en même temps unitaire.

(Applaudissements)

Le président - La parole à François Dupuy, pour 7 minutes. Ensuite, Gérard Fuchs, pour 10 minutes.

### **François Dupuy (Dordogne)**

Je voudrais vous apporter ici le témoignage d'une fédération, la fédération de la Dordogne, qui s'est trouvée au premier plan de la querelle entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste puisque ce sont les élections partielles de Périgueux qui, sans être à l'origine de la querelle, lui ont en grande partie servi d'élément de déclenchement. Je voudrais aussi, portant ce témoignage, essayer d'en tirer un certain nombre d'éléments d'explication, parce que si le rapport Jospin est extrêmement complet sur la partie historique et si, effectivement, ce rappel de l'histoire, comme l'ont fait un certain nombre de camarades, est essentiel pour situer les problèmes présents dans un cadre évolutif, il m'apparaît aussi que c'est la situation telle qu'elle se présente sur le terrain qui peut servir grandement à expliquer le problème qui nous est aujourd'hui posé.

La manière dont s'est présentée la querelle PC-PS, pour nous, a revêtu les aspects traditionnels, aussi bien la critique de l'action des élus que la critique de l'action sur le terrain : aventuristes nous étions quand nous menions les luttes,

suivistes nous étions quand nous suivions les luttes ! Enfin, cela a pris la forme de la difficulté à organiser les manifestations communes telles qu'elles avaient été prévues.

Le premier problème qui s'est posé et qui semble important se situe à l'intérieur même de notre Parti. Si je continue en prenant l'exemple de notre fédération, mais qui doit être celui d'un certain nombre d'autres, nous avons deux types, deux blocs de militants, si je peux me permettre de caricaturer un peu :

- un noyau, disons, ancien, qui avait connu les périodes "noires" des relations entre le P.C. et les Socialistes,

- et un certain nombre, même un grand nombre de jeunes, venus dans l'espoir né à l'occasion de l'union, puisque près des 2/3 de nos militants ont adhéré au Parti Socialiste depuis 1972.

A partir de là, la querelle telle qu'elle est apparue brutalement pouvait avoir deux types de conséquences :

- chez le premier groupe dont j'ai parlé, un retour toujours possible à une attitude crispée, voire plus, vis-à-vis du Parti Communiste.

- mais surtout, chez les jeunes militants nouvellement arrivés et non formés, un départ, dans la déception d'une union grâce à laquelle ils étaient venus à nous et qu'ils voyaient aujourd'hui compromise par les attaques du Parti Communiste.

Le premier point sur lequel je voulais insister, parce que je crois que cela mérite d'être dit ici, c'est que dans les faits tout ce qui s'est passé a montré l'attachement extrême des militants du Parti Socialiste à l'union de la Gauche. Au-delà des mouvements d'humeur qui, bien entendu, se sont fait jour, au-delà des inquiétudes, à aucun moment la stratégie d'union n'a été remise en cause et c'est un point positif.

C'est aussi positif d'un deuxième point de vue, car pour les militants cela a consisté - et cela consiste toujours - à faire l'apprentissage du rapport de forces qui, après tout, ne l'oublions pas, est un rapport normal ; ils ont appris, eux, à cette occasion, à vivre ce rapport de forces.

Le deuxième point sur lequel je voudrais insister, c'est sur le pourquoi de cette querelle déclenchée par le Parti Communiste. Bien sûr, il n'est pas question d'aborder tous les éléments explicatifs, mais je voudrais en souligner un qui nous est apparu comme central.

Les Communistes, certes, ont eu raison de poser ces questions, si ces questions correspondaient chez eux à un certain nombre d'inquiétudes et même si, pour notre part, comme je l'ai dit, nous avons pu regretter la forme prise par ces questions, le ton et la manière. Mais, l'impression qui a dominé pendant toute cette querelle, c'est que les véritables questions, c'était les Communistes qui se les posaient à eux-mêmes, c'était à l'intérieur du Parti Communiste qu'elles étaient posées, et elles étaient posées par une double évolution de notre Parti Socialiste :

- la première, la plus visible, c'est une évolution quantitative. Bien sûr que le Parti Socialiste a recruté un nombre très important de militants depuis Epinay ; bien sûr que le Parti Socialiste remporte des victoires aux élections ; il est évident aussi que les Communistes sont habitués dans l'histoire à ces espèces de

sauts du Parti Socialiste, qui malheureusement n'ont duré qu'un temps. Mais, ce qui est le plus important, c'est la deuxième évolution, l'évolution qualitative du Parti Socialiste, et c'est celle-là qui a posé problème au Parti Communiste.

L'arrivée de ces nouveaux militants jeunes depuis Epinay, l'arrivée de ces nouveaux militants aussi depuis les assises du Socialisme, ont donné au Parti Socialiste des moyens d'action sur le terrain qu'il n'avait pas jusque là et on peut dire aujourd'hui que, si nous sommes présents dans les luttes, toujours, de plus en plus souvent nous sommes à l'initiative de ces luttes. Par rapport à la tradition, donc, mais aussi par rapport au moment où le Parti Communiste a signé avec nous le Programme d'union de la Gauche, c'est en fait, pour le Parti Communiste, un changement de partenaire et c'est ce changement de partenaire, cette évolution du partenaire, qui nécessite de notre part, vis-à-vis des Communistes, un effort d'explication.

Bien sûr, il est possible, il est même souhaitable d'établir un Code de bonne conduite, une Commission d'arbitrage, mais aujourd'hui, il semble bien que le plus important soit de continuer dans cette double voie qui est aujourd'hui celle du Parti Socialiste : d'une part, la stratégie unitaire, mais aussi la stratégie de présence et d'initiative dans les luttes, parce que c'est par cette présence sur le terrain que l'on peut amener le Parti Communiste à comprendre que le Parti Socialiste est aujourd'hui un grand parti militant de la classe ouvrière et l'union ne pourra progresser que le jour où le Parti Communiste saura exactement quel est le partenaire qu'il a en face de lui.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Fuchs pour dix minutes ; ensuite, Coffineau pour dix minutes également.

## **Gérard Fuchs**

Je voudrais présenter dans ce débat une approche peut-être un peu moins historique et un peu plus conjoncturelle que certains des camarades qui m'ont précédé et je voudrais repartir très rapidement, pour cela, de quelques réflexions sur le pouvoir giscardien.

On a l'habitude, dans notre Parti, de dire que Giscard d'Estaing représente les intérêts de la bourgeoisie et il ne viendrait à l'idée de personne ici, de le nier, mais il me semble que cette phrase est insuffisante et qu'il est bon d'avoir en tête que Giscard d'Estaing est plus précisément le représentant des intérêts d'une fraction bien précise de la bourgeoisie : celle que dans un certain langage on peut représenter comme représentative des intérêts capitalistes à la fois financiers et multinationaux.

Je crois que si l'on a cela à l'esprit, cela permet de mieux comprendre un certain nombre de phénomènes actuels du pouvoir ; cela permet de mieux comprendre son relatif libéralisme en matière de mœurs, relatif tout au moins par rapport à d'autres couches plus anciennes de la bourgeoisie. Cela permet également de mieux comprendre un certain nombre de choix autant économiques que politiques qu'il peut faire ou préparer, que ce soit dans le domaine de l'industrie

nucléaire que dans le domaine, demain, de l'informatique.

Alors, avec en tête ces quelques réflexions, que peut-on attendre ? Que fera Giscard d'Estaing dans les mois et les années qui viennent ?

Il va poursuivre, me semble-t-il, un double objectif.

D'abord : permettre que se poursuive aussi loin que possible la restructuration actuelle du capitalisme français.

Ensuite, se mettre, bien sûr, malgré tout en position favorable pour les prochaines échéances politiques, c'est-à-dire, en principe, les élections législatives de 1978.

Cela lui interdit, me semble-t-il, deux choses :

D'abord, bien sûr, c'est évident, de permettre que la crise s'aggrave trop, que le chômage atteigne un seuil trop élevé au-delà duquel les réactions sociales deviendraient imprévisibles pour lui et, il faut le reconnaître, pour nous. Cela signifie probablement qu'il ne se prêtera pas à une relance trop rapide de l'activité économique, relance qui, pour lui, serait prématurée par rapport à ses objectifs de restructuration, par rapport aux échéances de 1978 et qui, finalement, le mettrait là aussi en risque de se trouver à l'épreuve d'un mouvement social qui se développerait dans une période où l'activité économique du pays repartirait trop rapidement. Nous savons tous, l'exemple de 1968 l'a montré, que c'est dans les périodes de décollage, de reprise économique, bien davantage que dans les périodes de récession, qu'il faut s'attendre au développement de mouvements sociaux.

Alors, nous savons aussi qu'il est déjà arrivé plusieurs fois et heureusement pour nous, à Giscard d'Estaing de se tromper, et qu'à naviguer entre ces deux écueils, ne pas reprendre trop vite et ne pas reprendre trop tard, il court un certain nombre de risques et que ces risques représentent pour nous, par contre, autant de chances.

Je voudrais m'appesantir un peu là-dessus :

Je crois qu'autant et peut-être même davantage qu'à des échéances électorales, notre Parti et l'ensemble de la Gauche doit se préparer pour les mois et les années qui viennent à être en mesure de canaliser un mouvement social profondément puissant, et ceci implique, me semble-t-il, deux choses, au niveau de chacun de nos partis.

Cela implique que son implantation dans les milieux populaires soit forte. Cela implique que sa participation aux luttes sociales soit intense. Cela implique que sa coordination avec l'ensemble des organisations présentes sur les différents terrains de lutte, à leur manière spécifique et propre, que cette coordination soit renforcée. Cela, le Parti Communiste le fait et notre Parti doit le faire également de façon autonome.

Mais cela implique surtout que l'union de la Gauche que nous avons vue quelque peu, non pas dépérir, non pas s'étioler, mais subir des coups au cours des derniers mois connaisse une relance, et cette relance doit se faire, me semble-t-il, à deux niveaux : une relance de l'unité d'action à la base, d'abord - je n'insisterai pas, beaucoup de camarades, avant moi, se sont appesantis sur ce point, mais également une relance de l'unité, de proposition opposée.

Je crois qu'il y a aujourd'hui et qu'il y aura plus encore demain, lorsque l'unité d'action à la base aura repris un besoin populaire profond, de voir l'ensemble des partenaires qui ont signé le programme commun, présenter au pays des propositions plus précises et plus actuelles.

Je m'explique là-dessus : plus actuelles et plus précises, cela veut dire quoi ?

Cela veut dire peut-être élaborer un calendrier, élaborer un certain nombre de priorités permettant de mieux cerner, dans les conditions nouvelles créées par la crise, quelle serait l'intervention prioritaire d'un gouvernement de gauche arrivant au pouvoir. Cela veut dire également préciser les modalités de réalisation d'un certain nombre de réformes de structures prévues par le programme commun et là, faute de temps, je n'insisterai que sur une seule qui me paraît capitale: Nous proposons, dans le programme commun, un certain nombre de mesures de nationalisation. Je crois, camarades, que le moment est venu, aujourd'hui, de préciser aux yeux de l'opinion, de préciser, en relations avec les travailleurs concernés par ces mesures de nationalisation, comment nous allons les réaliser, quel sera leur rôle, quelle sera leur intervention à la fois dans la phase de préparation et dans la phase de réalisation de ces mesures.

Il y a là, parmi d'autres, une tâche essentielle pour notre Parti et pour l'ensemble des partenaires de l'union de la Gauche et je voudrais conclure là-dessus pour relancer la dynamique unitaire que nous avons connue sur le point de vaincre, il y a moins d'un an encore aujourd'hui, il me semble que nous devons savoir tenir de façon dialectique les deux bouts de cette chaîne, proposer au Parti Communiste la relance de l'action commune à la base, mais également lui proposer la relance de la proposition commune au sommet. Notre crédibilité, demain, notre victoire, après demain est à ce prix.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Coffineau pour dix minutes ; ensuite, André Salomon pour dix minutes.

### **Michel Coffineau**

Le problème des rapports PS/PC a des dimensions spécifiques sur le terrain des luttes sociales et plus spécialement dans l'entreprise. C'est là que se vivent particulièrement les conséquences de la conception que le Parti Communiste français a lui-même de son propre rôle, parti de la classe ouvrière seul capable de mener jusqu'à son terme les processus révolutionnaires. Or, l'attitude que l'on constate de la part des cellules dans les entreprises nécessite d'être analysée à la lumière de la conception d'ensemble de ce Parti. Il est vrai que l'on peut voir des phénomènes marginaux comme, par exemple, la concurrence sommaire au niveau de l'entreprise, concurrence pour elle-même, la perception pour la cellule du Parti Communiste d'une attitude ou d'une forme d'intervention de la section Parti Socialiste qui ne serait pas conforme à une orientation de lutte de classe, voire encore à un refus des sections Parti Socialiste systématique ou motivé.

Ceci, bien sûr, sans porter de jugement de valeur mais pour constater la réalité.

Mais, au fond, c'est bien la volonté hégémonique du P.C.F. parfaitement cohérent avec sa politique qui motive la difficulté de l'action unie au niveau des entreprises. Or, il serait vain d'attendre du Parti Communiste qu'il remette en cause sa propre identité uniquement dans la confrontation idéologique par le débat surtout s'il reste cantonné principalement au niveau national.

C'est donc notre Parti qui, en fait, a la responsabilité importante, voire écrasante, de débloquent cette situation et de le faire prioritairement à partir du lieu central de l'exploitation capitaliste qu'est l'entreprise.

Mais, pour cela, il est bien évident que c'est par l'action et dans l'action commune, partout à tous les niveaux spécialement dans l'entreprise que pourront se développer la perspective d'une union plus profonde dépassant la situation actuelle et envisageant les convergences nécessaires pour l'ouverture d'une période de transition, la troisième étape de l'union de la Gauche que préconisait Georges Sarre.

Cette perspective unitaire doit saisir tout le parti, toutes ses sections, non pas seulement sur la base d'une lutte anticapitaliste immédiate et nécessaire mais en fonction des réponses Socialistes à la situation des travailleurs.

Il n'y a pas de réponse suffisamment solide même si elle apparaît solide aujourd'hui, dans la perspective de l'étape première de la prise du pouvoir politique. L'action unitaire dans l'entreprise doit donc répondre au moins aux conditions essentielles de la prise en charge de la situation des travailleurs, de leurs aspirations à la réalisation d'une société Socialiste et des conditions politiques à réunir pour avancer dans ce sens. Cela suppose que l'analyse, les explications politiques, les thèmes de mobilisation soient le plus solide dans l'axe de la lutte pour le contrôle. L'intervention unitaire, l'action unitaire dans l'entreprise est donc exigeante, elle est à la mesure des enjeux. Exigeante pour les cellules du Parti Communiste puisqu'il s'agit de réaliser ensemble une action commune qu'elle refuse aujourd'hui, et de le faire sur une orientation qui soit de nature à élever l'union de la Gauche à un niveau supérieur.

Exigeante pour les sections du Parti Socialiste, puisque la réalisation de ses actions nécessite une claire perception des enjeux de la lutte et une pratique permettant de situer ces enjeux à partir des réalités des travailleurs dans l'entreprise. S'agit-il de dire : nous ferons l'unité lorsque le Parti Communiste sera totalement sur nos vœux ? Certainement pas. La lutte unitaire à la base, les problèmes qu'elle pose sont la contribution principale à cette transformation nécessaire des deux Partis. Encore faut-il que nos propositions soient claires aux yeux des travailleurs, affirmées entre nous, affinées largement portées dans les vues du Parti. L'action unitaire sur des bases claires, cohérentes et convergentes ne sera pas possible réellement en dehors d'une capacité autonome du Parti Socialiste d'être présent sur les lieux de travail et de développer son action dans le sens de ses orientations.

L'intervention spécifique du Parti Socialiste, l'intervention permanente permettra aux travailleurs d'être juges de la justesse, de l'analyse, du bien-fondé des propositions et de la volonté unitaire qui apparaîtra dans notre démarche. Ce sont les travailleurs qui seront à même, alors, d'imposer l'unité. Notre capacité

autonome d'action et de proposition est donc indispensable à la réalisation de l'action unitaire.

Les centaines de sections d'entreprise, les groupes Socialistes d'entreprises créés depuis plusieurs années, celles qui se créent encore dans la période actuelle montrent que le mouvement est amorcé et bien amorcé. La qualité, également, de l'intervention politique est aussi un signe ; il n'est que de voir les interventions au moment de la grève des P.T.T.

Cette orientation d'actions autonomes dans une perspective unitaire doit trouver son application immédiate. La profondeur de la crise, la dégradation de la situation qui s'ensuit exige que la lutte politique se poursuive et s'amplifie. Les meetings communs qui ont été un succès ne peuvent paraître aujourd'hui comme un point final.

Le Comité de Liaison du 27 février a engagé la lutte sur des objectifs concrets immédiats. Il faut les poursuivre à tous les niveaux, en insistant particulièrement sur le refus des licenciements, sur la relance de la consommation populaire et sur les investissements pour les équipements collectifs. Mais au-delà de cette lutte, pour ces mesures immédiates indispensables, il est nécessaire de montrer que les solutions plus profondes passent par des transformations politiques et économiques. Il s'agit pour nous, pour cimenter le front de classe anticapitaliste, de s'adresser d'abord aux travailleurs et donc d'avoir une action prioritaire spécifique en direction des entreprises, et il nous appartient à nous Parti Socialiste de mener une campagne autonome dans cette direction. S'attachant à montrer la nécessité de l'application du programme commun, avec la satisfaction des revendications immédiates, avec la rupture par les nationalisations, avec la nécessité d'une planification démocratique, mais aussi à faire jaillir la volonté profonde d'entamer rapidement un processus ouvrant la période de transition au Socialisme autogestionnaire. Cette campagne autonome qui pourrait avoir lieu, par exemple, du 15 mai au 15 juin, doit être le fait de l'ensemble du Parti. Un texte de résolution a été déposé dans ce sens au Comité directeur, a été renvoyé à la Commission des résolutions de cette Convention.

(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à André Salomon pour dix minutes. Ensuite Chapuis pour dix minutes.

### **André Salomon**

Je voudrais intervenir essentiellement sur la troisième partie du rapport Jospin, en centrant mon propos sur l'autonomie des partenaires et de l'union de la Gauche. Mais, avant d'entrer dans le vif du sujet, je veux dire mon accord avec l'ensemble du rapport de notre camarade Jospin et souligner que le travail du groupe puis de la Commission préparatoire à la Convention s'est développé de façon constamment positive grâce à l'action de Gazier, du rapporteur, qui ont su organiser une confrontation entre tous ceux qui ont participé à la discussion, sans qu'à aucun moment, n'apparaisse un clivage partisan.

J'en viens maintenant à la pratique de l'Union. Il semble bien que dans la

période récente, la polémique ait changé de ton et que pour certains observateurs, nous en sommes à une nouvelle période historique. Il est, dans ces conditions souhaitable de se demander ce qu'il va rester de fondamental pour nous, militants Socialistes, de ce qui s'est passé depuis six mois. Je crois qu'au total, cette polémique a une valeur hautement pédagogique pour beaucoup de militants de notre Parti. La période qui a suivi la signature du programme commun et la magnifique campagne de François Mitterrand, connaît une constante de la vie politique : l'obligation pour une organisation de se situer de façon permanente dans un rapport de force, y compris par rapport à ses alliés les plus proches. La base d'une relation saine avec nos partenaires de l'union de la Gauche c'est une affirmation constante de notre propre originalité sur tous les plans.

Cette affirmation contribue à clarifier les bases de l'Union. C'est à partir de là, et seulement à partir de là que les masses populaires peuvent choisir entre les deux composantes principales de la Gauche. Paul Laurent nous a reproché à nous, Socialistes, de ne pas avoir de théorie. Il est exact que si beaucoup de nos militants se situent sur les bases de l'analyse marxiste, il n'y a pas une règle théorique commune à tous les militants Socialistes. En revanche, nous avons, nous, un projet de société dont la cohérence s'affirme avec éclat. C'est le projet autogestionnaire. Ce projet est en même temps une doctrine qui répond très largement à l'ensemble des défis que nous propose le monde actuel, Nos camarades Communistes ont, semble-t-il, plus de difficultés que nous à définir un projet et une doctrine clairs pour notre pays. Pendant toute la période que nous venons de vivre, nous avons vu refleurir les références au Socialisme tel qu'il existe dans les pays de l'Est, tout en reconnaissant que la voie française pouvait varier sur certains points.

Reste que la société Socialiste proposée par le Parti Communiste est, pour le moins, mal définie. L'autogestion, quant à elle, est tantôt méprisée, tantôt prise en considération, légèrement dédaigneuse, mais tout ce qu'elle a de novateur est passé sous silence, quand elle n'est pas attaquée par la bande et, notamment, toutes les dimensions autogestionnaires hors de l'entreprise.

Devons-nous, comme certains camarades le pensent, discuter rapidement avec le P.C. de notre projet autogestionnaire ? Je suis résolument hostile à cette pratique. Je crois que l'union de la Gauche doit être essentiellement et prioritairement une union programmatique, mais il n'est pas question de rouvrir la discussion théorique au sommet. Je pense que notre devoir est, au contraire, d'ouvrir ce débat avec les masses populaires. Le Socialisme autogestionnaire est, par essence, une construction qui ne peut se faire qu'en discussions permanentes avec les travailleurs.

Pour le moment, je crois qu'il faut être clairs entre nous : notre projet reste encore mal connu par de larges masses de travailleurs. Il est très souvent caricaturé par nos ennemis, certains militants même proches de notre Parti considèrent en toute bonne foi qu'il est irréaliste ou angélique. Notre convention sur l'autogestion donnera, je l'espère, une série de réponses convaincantes à la plupart de ces interrogations. Néanmoins, beaucoup restera encore à faire pour

populariser nos propositions.

Reste à dire un mot des problèmes quotidiens des relations P.S.-P.C. Nos camarades Communistes nous ont montré une voie qui doit nous faire réfléchir. Ce n'est pas par rapport à l'union de la Gauche qu'ils ont défini leur campagne d'action récente, c'est en tant que Parti Communiste qu'ils ont pris leur décision. Notre parti va lancer, ce mois-ci ou le mois prochain, une grande campagne de sensibilisation sur les positions du Parti Socialiste. Je m'en félicite, mais ce n'est pas suffisant. Je crois que cette campagne doit être le début d'un effort permanent de présence Socialiste.

Le grand parti que nous sommes devenus doit s'attacher à être présent sur tous les terrains de lutte, dans les entreprises en priorité, en respectant bien entendu l'autonomie des prises de positions syndicales, mais aussi sur le terrain de la consommation, de l'environnement, de la santé et sur tant d'autres.

Cela est-il à opposer à des actions unitaires ? C'est, à mon avis, le contraire. Je crois profondément que c'est dans la mesure où notre Parti saura affirmer sa présence originale, son autonomie que la pratique unitaire s'approfondira et se développera de façon constructive.

L'impact de l'action de notre Parti dans les masses populaires, le dialogue permanent avec les travailleurs c'est, à mon avis, le seul moyen pour que les actions unitaires retrouvent leur crédibilité et, surtout, ne risquent pas de la perdre en cas de nouvel aléa.

La pratique unitaire dans les actions, la pratique unitaire pour réactualiser et approfondir le programme commun doit se faire entre partenaires politiques conscients de leurs responsabilités propres en tant que partis égaux en devoirs devant l'ensemble des masses ouvrières et populaires. L'égalité de devoirs c'est aussi l'affirmation permanente sans polémique et dans un esprit de camaraderie de l'originalité de chacun.

(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Chapuis, je voudrais demander aux camarades qui sont restés dans cette salle, fort nombreux, de bien vouloir continuer à se conformer aux conseils que je leur avais donnés, c'est-à-dire de s'asseoir, et non seulement de s'asseoir mais d'essayer de faire cesser les conversations individuelles car je vous avoue qu'ici il monte une espèce de murmure de cette salle qui risque d'être assez gênant pour l'orateur.

Nous avons encore Chapuis puis Escanel (?) qui sera le dernier orateur inscrit pour ce soir.

Chapuis, tu as la parole.

## **Robert Chapuis**

Camarades, je crois qu'il est clair que notre convention se déroule avec un horizon qui est notre prochaine convention, et si le Parti n'a pas éprouvé le besoin de développer un débat sanctionné par un vote au niveau de nos fédérations sur cette question des relations entre Parti Socialiste et Parti Communiste, c'est parce qu'en effet ce débat a déjà eu lieu à l'occasion du

Congrès de Pau, que c'est un débat qui est au cœur de notre action et qui implique pour nous un certain nombre d'exigences sur lesquelles les militants devront statuer dans la préparation de la prochaine convention, celle sur l'autogestion.

Je voudrais dire qu'à cet égard le rapport de Lionel Jospin nous apporte déjà un élément de réflexion important et je voudrais intervenir seulement sur ce point qui concerne le problème que l'on appelle les voies de passage au Socialisme et qui recouvre, nous le savons, et le rapport le dit clairement, tout le fameux débat : réforme ou révolution, tout le débat qui concerne non seulement le Socialisme nécessaire mais le Socialisme possible dans notre pays.

Quand le rapport dit, en effet : la progression lutte pour le contrôle, contrôle autogestion marque à la fois le caractère ininterrompu du processus de transition et la nécessité d'agir simultanément aux niveaux politique, économique, idéologique ; elle rompt en effet avec une conception de la transition par paliers successifs habituelle au Parti Communiste français mais aussi aux réformistes qui multiplient et étirent à l'excès les étapes.

L'objectif du Parti Socialiste, est-il écrit, est d'attaquer dès la phase présente le capitalisme comme système global en portant simultanément et non successivement la lutte à ces trois niveaux. Le Parti Socialiste entend en même temps se porter garant que ce processus de changement se fera dans l'épanouissement des libertés et de la démocratie.

De façon peut-être abstraite, parce que très ramassée, ces phrases nous interrogent et je crois aussi qu'elles interrogent le Parti Communiste français.

En effet, pendant très longtemps, à l'intérieur du mouvement Socialiste, la réflexion s'est faite sur la nécessité de la nature des étapes. Il s'agissait de savoir comment desserrer l'étau capitaliste ou encore, à d'autres moments, de savoir comment desserrer l'étau impérialiste, pour pouvoir ensuite, disait-on, poser le problème du Socialisme, et vous savez combien il y a de manifestes, de déclarations derrière cela.

Or, aujourd'hui, la réalité, c'est le Portugal, la réalité, c'est le Cambodge, c'est le Vietnam, c'est aussi le Chili. L'ensemble de ces événements nous pose problème et nous le pose dans la même direction. C'est qu'à chaque fois on constate que tout se joue tout de suite, qu'il ne peut pas y avoir pour nous, et c'est notre différence avec la Droite, de rupture entre aujourd'hui et demain, et qu'il nous faut à cet égard ne pas nous tromper dans l'analyse de la période ou bien nous sommes dans une période de crise inquiétante, rude, ou nous sommes étouffés, bâillonnés et alors, en effet, il faut chercher à desserrer l'étau, ou bien nous sommes dans une période où le rapport de force peut nous être favorable et nous disons qu'à cet égard le réformisme giscardien, au lieu d'être une réponse à ce que nous proposons, est la preuve que ce que nous représentons est fondamentalement juste et que la Droite est obligée de compter avec les problèmes qui sont posés par la Gauche pour pouvoir même encore exister au niveau du pouvoir.

Alors, nous disons que nous sommes bien en effet, dans la ligne de mai 1974 et dans la ligne de tout ce qui a été fait, devant une chance historique et que si nous

ne savons pas la saisir, elle risque d'être étouffée ; c'est alors, en effet, que des régimes autoritaires de droite feront face à ce que nous n'aurons pas été capables de prendre en main.

Nous sommes, en effet, devant un nouveau débat et je crois que la polémique qui s'est instaurée entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste correspond à cette nouvelle étape.

En octobre, Georges Marchais posait cette question, vous vous en souvenez : "Si le Parti Socialiste veut construire le Socialisme dans notre pays, mais alors qu'il le dise !". Eh bien, nous avons aujourd'hui, dans notre Convention, à répondre : oui, nous voulons construire le Socialisme. Mais nous avons aussi à renvoyer la question, et à demander au Parti Communiste : "Le Parti Communiste veut-il en France construire le Socialisme", qu'il réponde et nous poserons la question : quel Socialisme ?

Quand nous posons cette question : quel Socialisme ? est-ce un débat idéologique ? Il n'y aurait rien de pire que de croire qu'il s'agit en effet d'un débat idéologique. Il ne s'agit pas d'établir je ne sais quelle Commission de travail pour fouiller les textes d'Engels et de Marx par je ne sais quel travail commun de Socialistes et Communistes pour aboutir enfin à la vérité, ce débat c'est un débat qui se mène dans l'action au sein des masses, au niveau des travailleurs.

Ce n'est pas non plus un débat organisationnel et j'avoue ne pas toujours comprendre les camarades du CERES lorsqu'ils font tellement allusion à 1920 comme s'il s'agissait de réparer une erreur historique qui a été faite, alors que nous savons qu'à cet égard l'histoire n'avance pas à coups d'erreurs, elle avance à coup de contradictions et d'un certain nombre de réalités qui font partie de ce que nous devons prendre en compte.

Dans ce domaine, il n'y a pas de préalable idéologique, il n'y a pas de préalable organisationnel, il y a, par contre, un préalable politique et il nous concerne au premier chef.

Ce préalable politique, c'est la question : quel Socialisme ? Qui est maintenant au cœur du débat de l'ensemble de la Gauche. Il faut que nous soyons capables de répondre, et de répondre d'une seule voix, et c'est ce qui montre l'importance de la Convention sur l'autogestion.

Je crois, en effet, et nous en sommes tous conscients, que depuis deux ans des interrogations fortes nous sont posées. Nos camarades chiliens, nos camarades du Parti Socialiste chilien ont dû résoudre des problèmes qui sont ceux qu'on a appelés de l'unité populaire, et rappelons nous tout ce qu'a été le débat de l'unité populaire pendant trois ans et tout ce qu'a été cette difficulté intense qui a pu être exploitée par un certain nombre de forces impérialistes, par des forces de la bourgeoisie, par un certain nombre de forces militaires.

Nos camarades du Parti Socialiste portugais ont été amenés, parce qu'ils n'ont pas commandé eux-mêmes le processus, pas plus que le Parti Communiste portugais, de ce qui se passe au Portugal, à répondre à un certain nombre de questions pendant le développement de ce processus et nous savons que le débat a lieu en ce moment et que l'avenir du Portugal se joue en effet en ce moment

dans le débat entre le Parti Socialiste portugais, le Parti Communiste et le mouvement des forces armées et qu'à cet égard nous ne pouvons pas être seulement spectateurs, nous savons que le Parti Socialiste portugais représente les chances que le Socialisme puisse se bâtir dans la liberté.

(Applaudissements)

Nous avons dans ce domaine une lourde responsabilité, c'est de tirer les conclusions, c'est de ne pas recommencer l'expérience de nos camarades chiliens ou portugais et c'est peut-être de pouvoir résoudre avant ce qu'un certain nombre de camarades ont dû résoudre pendant ou après, avant, cela veut dire que nous avons à élaborer nos propres positions politiques pour que la question sur la nature du Socialisme ne soit pas posée par quelques entretiens de sommet, mais dans la réalité du mouvement ouvrier, par la nature des orientations que nous saurons marquer à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Voilà la véritable dimension du débat qui s'ouvre maintenant. Ceci n'est pas contradictoire avec l'unité, c'est la manière de faire avancer l'unité. L'unité, c'est l'unité populaire. L'union, c'est l'union populaire. C'est au sein du peuple que nous pouvons faire avancer cette unité. Cela implique que nous soyons sûrs de nos positions pour faire avancer le Socialisme autogestionnaire qui doit devenir la réponse à cette question : quel Socialisme ? Qui est maintenant au cœur du débat avec le Parti Communiste.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Escanel, des Alpes de Haute-Provence, dernier orateur inscrit pour ce soir.

## **Escanel**

Mes camarades, je parle au nom de la fédération des Alpes de Haute-Provence... (rires)... ça se voit et ça s'entend surtout... tous courants confondus.

Nous tenons tout d'abord à indiquer que notre fédération a rencontré des difficultés pour discuter ce texte ; il est en effet difficile pour une section de se prononcer sur un point de politique essentielle quand les moyens matériels nécessaires pour exercer ce rôle ne lui sont pas fournis.

Malgré l'effort certain réalisé par la Direction du Parti dans le domaine de l'information, ce sont surtout les bureaux de sections qui ont pu prendre position, privant ainsi les adhérents de larges débats politiques avec tout l'aspect formateur qu'engendrent de tels échanges.

Nous l'avons déjà regretté au moment de la préparation des assises du Socialisme, nous le regrettons encore aujourd'hui, car un tel débat ne prend sa véritable dimension que s'il part de la réalité de tous les jours, s'il part des relations qui existent entre militants des deux Partis Socialiste et Communiste, dans les usines, dans les quartiers, à la base.

Nous demandons donc un effort supplémentaire au Parti, afin qu'il favorise au maximum l'expression des travailleurs, l'expression de la base et je crois que c'est l'article 30 des statuts qui le stipule.

Position de notre fédération par rapport à ce texte : ce document soumis à notre

réflexion comporte trois parties :

le passé,

le présent,

l'avenir,

dont nous allons parler successivement.

Le passé : le rappel historique contenu dans la première partie était nécessaire pour la bonne compréhension de la situation actuelle. Nous sommes d'accord sur l'essentiel de cette analyse et soulignons l'affirmation portée en page 6, chapitre c). Aucun des deux n'a pu et ne peut encore envisager de changer en profondeur la société française sans le concours de l'autre.

Le présent : une constatation lourde de conséquences s'impose : la polémique PC/PS a ôté une grande crédibilité à l'alternative de gauche, elle a posé la question de la solidité de nos alliances à l'épreuve du temps, celui-ci fut-il très court. Il en résulte un très lourd handicap à surmonter. Les travailleurs qui ont ressenti douloureusement cette polémique ont peine à croire qu'un parti responsable comme le Parti Communiste se soit lancé dans une polémique d'une telle envergure dont il était à même dès l'origine d'apprécier les répercussions inévitables dans tout le pays et ceci pour des faits mineurs au regard de l'impact que revêt notre union.

Alors que la politique menée depuis un an par Giscard d'Estaing et par Chirac perd tous les jours de son crédit, alors que la dynamique unitaire de la Gauche sortait renforcée après l'élection présidentielle, nos camarades Communistes ont pris une très lourde responsabilité en portant gravement atteinte à cette dernière et en semant le doute dans de nombreux esprits quant à leur volonté de faire l'unité.

L'avenir : L'union de la Gauche ne peut et ne doit pas être mise en cause. Tout d'abord, nos relations avec le P.C., nous sommes unitaires pas pour deux, unitaires tout court, mais concurrents. Nos camarades Communistes doivent admettre cette évidence et aussi le pluralisme idéologique. Notre Parti n'a pas changé de ligne politique depuis Epinay. Il a respecté les accords unitaires et, de ce fait, ne doit plus accepter d'être traité de réformiste, ni de voir étaler les différends entre partenaires dans le domaine public. Nous devons exiger pour l'avenir d'être confrontés à des règles strictes de comportement unitaire, d'où l'importance de réunions régulières de comité de liaison des Partis de gauche et de la mise en place de la Commission d'arbitrage proposée dans le rapport.

Deuxièmement, l'unité dans l'action et la réflexion : la première étape nécessaire pour notre rapprochement avec le P.C., et le Mouvement des radicaux de gauche consiste en un travail d'approfondissement et d'actualisation du programme commun de la Gauche. Au-delà du programme commun, nous devons impérativement aplanir nos divergences.

Actuellement, nos finalités sont différentes : société autogérée proposée par le Parti Socialiste ou une certaine forme de Socialisme d'Etat proposée par le Parti Communiste.

Il nous faut définir ensemble une stratégie de passage au Socialisme, une stratégie qui prenne en compte le respect des libertés dans toutes les étapes du

processus.

Des débats sur l'autogestion doivent s'engager avec le Parti Communiste, avec la C.G.T., avec toutes les forces autogestionnaires.

A l'intérieur du Parti, le respect de la discipline doit être la règle à tous les niveaux et à tous les postes de responsabilité dans le Parti, ceci pour ne pas prêter le flanc à la critique de la part de nos partenaires ou de l'opinion publique. Une nécessité, le renforcement quantitatif et qualitatif du Parti, et de plus il nous faut former de nombreux militants. Nous devons élargir notre base de classe et donner une priorité au secteur entreprise, en nous implantant aussi dans tous les mouvements du type comités de quartier, associations de parents d'élèves, associations culturelles, etc.

Nous serons jugés sur les actes que nous ferons, d'où la nécessité pour nous, Socialistes, d'être présents sur tous les terrains de lutte, et d'élargir toujours davantage notre action en direction d'une union des forces populaires.

(Applaudissements)

Le président - Il n'y a plus d'orateur inscrit pour ce soir, par conséquent la séance va être levée.

En terminant, vous permettrez au camarade président de séance de féliciter la Convention pour la tenue de cette séance. Les orateurs ont été écoutés avec la plus grande attention, et ceci probablement du fait du sérieux, de la sérénité, de la hauteur de vue des propos qui ont été tenus par les camarades qui se sont succédés à la tribune.

(Applaudissements)

Je pense que cela est dû en grande partie à la qualité du rapport introductif qui a été présenté par Jospin.

(Applaudissements)

Demain nous entendrons encore six camarades qui sont inscrits pour la séance du matin, indépendamment du rapporteur et du Premier secrétaire, bien entendu. Nous aurons donc une séance chargée demain matin, et le début de la séance est fixé à 9 heures 15, dans cette salle.

La séance est levée. A demain !